



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 230 - FÉVRIER 1983

RUE
MAGENTA

BAR BRETON

**GROS ROUGE:
SUIVEZ LA PISTE
ÉCOLE PRIVÉE:**

SUIVEZ LA DROITE

MUNICIPALES : SUIVEZ L'U. D. B. !

ARTS MÉNAGERS

Du 28 JANVIER AU 12 FÉVRIER.

FACILITEZ-VOUS LA VIE.



L'Hyper Solidaire

BREST · QUIMPER · LORIENT · LANESTER · RENNES / ST GRÉGOIRE
LANNION · MORLAIX · ST BRIEUC



Industriels, Commerçants, Artisans, Clubs sportifs, Associations...

UN BESOIN EN SERIGRAPHIE FLOCCAGE

M.C CREATIONS

Le Fréney, BOUQUHO 22170 CHATEL AUDREN
- Tél 78 14 35

coupons réponse:
Nom: _____ Adresse: _____
Tel: _____

je désire: DOCUMENTATION
VISITE REPRESENTANT

VOUS AIMEZ LA MUSIQUE ?
VENEZ NOUS VOIR

ART & MUSIQUE

2 rue Ducoüedic BREST
tel. 80 - 47 - 41

MINI BANQUE 24

LE NOUVEAU LIBRE-SERVICE BANCAIRE

Crédit Mutuel de Bretagne

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

BALANCE

Quelques témoignages écrits ou parlés, reçus (et entendus) récemment nous assurent que le « Peuple Breton » tient la route dans la jungle de la presse périodique en général, mensuelle en particulier. D'autres opinions nous parviennent, nous assurant (selon le sain principe de la balance) exactement du contraire - en des termes d'ailleurs pas toujours aimables. Parmi les auteurs de celles-ci, certains reconnaissent ne pas avoir ouvert le P.B. depuis un, deux, voire cinq ans (s'ils l'ont jamais lu, à ce train-là !). Nous ne pouvons que vivement leur conseiller de s'abonner sans tarder au journal qu'ils foulent au pied. Au moins s'ils persistent dans leur attitude, ils sauront expliquer pourquoi. Leur geste sera en outre la preuve de leur ouverture d'esprit. Et nous, ça nous fera des sous. Voilà.

2^e liste

M.M. Pontivy	30,00
B. Henry Toulouse	20,00
E. Coir, Caen	30,00
J.K. Serignac	30,00
J.J. Treguer, Angers	30,00
C. Vidament, Le Mans	30,00
P. Friant, Calonguen	40,00
J.Y. Tanguy, Glomel	20,00
Y. Vanzatto, Guadalupe	30,00
Y. Jestin, Ruei Malmisson	20,00
J.Y. Allio, Lorient	30,00
F. Pierre, St Pabu	30,00
L. Le Star, Brest	30,00
R. P. Poirichet	30,00
Y. Brieg, Douarnenez	30,00
R. Le Gileau, Brest	30,00
M. Drouelle, 91 Vertes	30,00
R. Gouffon, 45 St Jean de Braye	20,00
F. Allain, Plouzane	130,00
H. Gouillon, Brest	30,00
H. Rivall, Brest	30,00
Y. Le Lannou, 36 Le Blanc	20,00
B. Fily, Brest	20,00
A. Baudet, St Quay Portrieux	30,00
P.Q. Portoise	20,00
Y. Provost, Logonech	20,00
J.M. Lespou, Rennes	100,00
D. Le Bot, Benodet	20,00
M. Le Bris, Pleumeur Bodou	280,00
A. Pereira, Treguier	30,00
R. Le Du, St Brieuc	20,00
J. Saliou, Pluméliau	30,00
M. Guillemot, Concarneau	20,00
P. Cahui, 27 Brienne	20,00
J.C. Taveron, Nantes	20,00
P. Bartheles, Quipavas	30,00
T. Daron, Quimper	30,00
D. Niot, Angers	100,00
F. Le Bleizh, 76 Arguel	30,00
M.J. Alenot, Lorient	30,00
C. Pellen, Auderrie	30,00
M. Le Gall, 70 Totes	50,00
P. Morvan, Clamart	30,00
P. Keirna, USA	50,00
G. Molac, St Nic	30,00
Total 2 ^e liste	1820,00
Report de la liste précédente	1620,00
TOTAL	3440,00

SOMMAIRE

Édito :		Humeur :	
Reparlons de la Bretagne	4	De la confiture aux cochons	5
Politique :		International :	
Un bilan municipal	12	A propos de l'Assemblée régionale corse	17
Législatives : les autonomistes sur la brèche	14	Haiti : Boat people ou Boeing people	19
Chirac, le charbon et les panthères	15	Peuples du monde : Turquie, Salvador, Guatemala, Israël	20
		Nicaragua : les failles	21
Défense :		Un jour avec :	
Désarmement : c'est maintenant	16	Radio Bretagne Ouest	24
Enseignement :		B.D. :	
Ecole privée : entre le stand-by et le statu quo	6	Encore un raciste !	22
Provocation : les écoles au bûcher	8	La page à Pierre Stéphane	32
Société :		Rubriques :	
Gros rouge : 1 - Quand le vin est coupé, il faut le boire	9	Chiche !	5
		P.B. Service	23
		Courrier des lecteurs	29



Dans 1'32" il sera 11h00 sur Radio Bretagne Ouest, où nous avons été passer un jour (lire p. 24).

• LE PEUPLE BRETON • Manuel B.P. 304, 59273 Brest Célex, Tél. (09) 46 18 24 (Répondeur après 19 h.) - Rédaction - Pierre Galais - Directeur de la Publication - Jean Guéguinat.

ABONNEMENTS - Ordinaire - 70 F - De soutien : à partir de 90 F - Étranger : 85 F - Étranger (par avion) 105 F - C.C.P. - 2365 76 Rennes.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recevant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dault, Lorient - Imprimerie de l'Isle, Brest - Dépôt légal - 1^{er} trimestre.

Le Pichon

BRULERIE DU LEON

88 rue Jean Jaures - BREST - Tél. 83 34 16

NOUS SPECIALISES DE CAFES PINS

TOUTES PELLICULES SHAMPOOING LAVANDIN-NIAOULI

J.F. KERVERN

2 fois par semaine

REPARLONS DE LA BRETAGNE

Et si nous reparlions de la Bretagne, de ses problèmes, de son peuple, de ses travailleurs ?

L'année 1983 s'est ouverte sans que des perspectives nouvelles aient été dégagées pour l'avenir de la Bretagne qui semble être de plus en plus lié à celui de l'ensemble de l'Hexagone. La pesanteur de la crise est telle et la situation si difficile que toute revendication jugée secondaire devient vite suspecte et que la revendication bretonne en particulier dérange maintenant des gens qui en avaient fait auparavant un cheval de bataille.

C'est en tenant compte de cet état de fait que le bureau politique de l'UDB a examiné, les 15 et 16 janvier à Lorient, un rapport définissant l'action du parti dans les mois à venir.

L'UDB estime que la crise économique persistante est une réalité à prendre pleinement en compte dans la mise en œuvre de ses choix, mais l'existence d'un peuple breton colonisé est une réalité encore plus durable qui reste à la base même de son combat.

L'UDB estime que le retour de la droite au gouvernement et sa présence majoritaire en Bretagne sont des menaces dangereuses dont tout parti de gauche doit être conscient, mais il existe une menace plus mortelle encore pour la Bretagne: c'est la persistance du sous-développement économique.

L'union des forces anti-capitalistes est plus que jamais nécessaire pour battre la droite, et défendre les avancées, en particulier sociales, de la majorité présidentielle mais il faut dire, qu'à plus long terme, en Bretagne, le but des militants de gauche doit être de freiner ou de faire disparaître les mécanismes de la colonisation qui n'ont pas, comme par miracle, été effacés le 10 mai, à savoir:

- l'assimilation culturelle

- la surexploitation sociale
- la domination économique
- la centralisation politique.

Cette donnée fondamentale du combat de gauche en Bretagne, et plus particulièrement du combat autonomiste, a été réaffirmée par la direction politique du parti qui a souligné la nécessité d'apporter des réponses nouvelles et adaptées aux difficultés du moment.

Il ne s'agit pas, pour l'UDB d'accepter de gérer la crise, ni même de prétendre la résoudre, mais de réintégrer la dimension bretonne dans les réponses que la gauche donne à la crise. Il ne s'agit surtout pas de baisser les bras mais de relever, de tenir et d'expliquer le grand défi de l'autonomie socialiste.

L'autonomie, n'est pas pour l'UDB, une idée en l'air. C'est non seulement un moteur du socialisme, une nouvelle logique économique, un autre mode de relations humaines, un cadre institutionnel adapté à la Bretagne, un projet politique capable de mobiliser, mais aussi, et surtout, une volonté farouche de se battre pour le bien-être et le progrès des hommes et des femmes de Bretagne.

Cela demande de la part de tous les progressistes bretons, militants ou sympathisants, une double volonté:

- celle de renforcer l'UDB en tant que parti combatif au service des travailleurs bretons,
- celle de renforcer ses capacités de proposition, d'initiative et d'action.

A un peu plus d'un an de la première élection d'une assemblée régionale au suffrage universel, malgré la crise ou même à cause d'elle, le combat progressiste breton est de nouveau d'actualité. L'UDB y prendra toute sa place et des mesures ont été prises en ce sens par son bureau politique.

U.D.B.

CHICHE ?...

Pas celle que vous croyez !

Il y a un Saboury, président national de la FNACA (la moins réactionnaire des organisations d'anciens d'Algérie), qui nous a téléphoné. Pour nous confier que, contrairement à ce que disait un écho publié dans le P.B., son organisation ne faisait pas l'éloge de l'OAS et n'avait guère, lors de son congrès national de Brest, laissé échapper de relents xénophobes. Bref, qu'il n'était pas du tout d'accord avec nous...

Enfin une bonne nouvelle !

Bienvenue chez nous...

DÉVINETTE: A Nantes, place de Bretagne, devant la tour Bretagne, quand il stationne un camion de Bretagne-Déménagement, que fait-il ?

Réponse: Il y installe la mission régionale des Pays de Loire...

Les chinchards sont parmi nous !

CURIEX dialogue, l'autre jour à Brest lors de la visite de Mauroy: une délégation de l'UDB d'Ouessant, conduite par Malou Martin, cherche à obtenir une entrevue au sujet de l'éternelle question du port; elle est reçue par un conseiller technique extrêmement pressé et affairé qui semble ignorer que Ouessant est... une île !

- Comment, vous êtes venues en avion ?
- Mais, Monsieur, c'est une île !
- Comme ça doit être triste ! Heureusement, en été il y a les touristes...

Ce qui ne l'a pas empêché d'expliquer qu'on s'occupe activement de la question du port...

Haïte à la domination

La circulaire Rollin sur l'enseignement de la langue bretonne comporte cette curieuse précaution: il faut éviter « la domination d'une langue sur l'autre ». Ah ? Et de laquelle pourrait-il donc s'agir ? Il paraît que ce n'est pas le français...

Chevènement: l'événement

JEAN-PIERRE Chevènement, interviewé par France-Inter déclare le 17 janvier: « Le Peuple français n'est pas un peuple comme les autres ».

Et il s'explique: « Le peuple français n'a pas de base ethnique, contrairement à d'autres peuples d'Europe, comme l'Allemagne. C'est une création. Pour maintenir sa cohésion, il lui faut de grands desseins. Si ces derniers viennent à manquer, il s'écroule ». Belle lucidité, pour un homme d'état français, on n'avait pas été si franc depuis Sanguinetti et Debré et on lui passe facilement la confusion entre peuple et État...

Mais quel est donc ce grand dessein que Chevènement propose à la France en guise de ciment ? La réussite du gouvernement socialiste, bien sûr...

C'était donc fait pour ça ?

Drôles d'oiseaux...

QUELLE différence y a-t-il entre un pivert et le commissaire Broussard ?

- Aucune: ils tapent tous les deux sur l'écorce...

Des heureux promus

La culture bretonne commencerait-elle à être reconnue comme quelque chose de respectable sinon d'important ? On relève en effet dans l'hebdomadaire « Le Point » les noms de René Abjean, directeur de R.B.O. et de René L'Hostis, co-fondateur de Dwan, dans la liste des 5000 « vrais leaders des départements ».

Selon la tradition, nos félicitations au heureux promus...

HUMEUR

DE LA CONFITURE AUX COCHONS

Line Renaud vous connaissez ? « Sarbacane au Canada », nani-nanèra... Elle a été faire sa « Folle Amanda » sur les étranges lucarnes, il y a peu. Une pièce de théâtre de Baniwet et Grédy (gratuit), qu'ils lui avaient proposé de reprendre douze ans après sa création. Elle avait dit: « Vous ».

Le détail nous est donné par Fabienne Pascaud dans un article sur « s'orienter à la bonne franquette » de la dame (« Télérama », du 5 janvier): « Pleine de trac, pleine d'humilité, elle ne souhaite pourtant laouer qu'en tournée: pour se faire la main, et pour se faire plaisir. Le triomphe est tel qu'on la réclame quelques mois plus tard à Paris. Elle y tiendra la scène aux Nouveautés. Avec un punch, et une sincérité blessée, qui la placent d'emblée parmi les plus grands ».

Dans le genre, c'est plutôt magnifique, non ? Vous avez noté: on ne dit plus « tournée en province », on dit « tournée », tout court. On ne part plus donner des représentations dans les régions françaises, on va faire son tour. On va servir sa confiture aux cochons de provinciaux. L'exagère ? Si peu.

Mieux, on va « se faire la main ». C'est le champ de manoeuvre, le terrain de sondage pour les têtes (cherchaussés) du chaud-biz. Ça ne peut être qu'un « province » que le rodage aura lieu, quelques mois d'entraînement sont suffisants pour que les inévitables premières lueurs soient essayées par le public de la France profonde. Quand on ira jouer dans la capitale, il faut que ce soit propre !

Et quand la tournée est triomphale (c'est-à-dire quand le public aura eu du goût), on « réclame » la star pour pouvoir l'acclamer comme elle le mérite, à savoir à Paris, seul lieu où elle est consacrable.

Nous ne pouvons que vivement conseiller à Fabienne Pascaud de venir se recycler en « province » quelque temps. Ça lui évitera de continuer à pondre, en 1983, de telles âneries (même pour Paris...)

Patrick Keran.

Rôde en province, le Bedos 83 s'est lodé du côté de Pont-L'Abbé. C'est là que cet été il a écrit certains textes et affiné les autres. Après Paris, il a promis: il reviendra dans l'Ouest. Juste retour des choses.

Et ça continue ! Cette fois, la coupure ci-dessus est extraite d'une chronique collective d'Ouest-France 20/11, intitulée « Si l'on parlait d'autre choses ». En l'occurrence, le rédacteur aurait pu éviter cette boulette. Non seulement la « province » est bonne redoute, mais elle est bourne d'ode (la calone des artistes) il dès lors qu'on s'avance vers l'ouest. Tout pour plaisir, quoi...

Edito



«**COHÉSION, COHÉSION**», appelle Mgr Honoré, président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire. «**COHÉSION, COHÉSION**» reprend Nicole Fontaine, déléguée générale de l'enseignement catholique. «**COHÉSION, COHÉSION**» insiste Pierre Daniel, président national des APEL...

En cette fin janvier, l'ambiance, dans les milieux dirigeants de l'Enseignement privé, pousse à serrer les rangs et à colmater les fissures. C'est qu'il y a eu, cet hiver, de sérieux ratés dans une mobilisation qu'ils souhaitent plus générale...

L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ENTRE LE STAND-BY ET LE STATU-QUO...

Le «Niet» du chanoine Guiberteau aux prudentes propositions d'Alain Savary a sérieusement désorienté et il a fallu ramer ferme pour le faire admettre. «La Vie», l'hebdomadaire catholique de grande diffusion, a nettement pris ses distances et le «provincial» des Jésuites pour la France s'est publiquement démarqué de la position officielle. La volte-face de l'enseignement privé début janvier, quand il s'est décidé à «trouver du positif» dans le langage de Savary, n'en a que désorienté davantage encore ceux qui comprennent mal une intransigeance parfaitement anachronique. Résultat: venant après les manifestations parfaitement organisées de novembre et de décembre, les rassemblements mis sur pied pour la venue de Mauroy en Bretagne le 17 janvier ont été des «bides» complets: deux cents personnes à Nantes, moins d'une centaine à Brest.

Un problème breton...

Cela ne signifie nullement que l'agitation liée au débat sur l'enseignement privé ait fait long feu. Les armes se fourbissent, les préparatifs s'activent: les municipales s'approchent. La dialectique (quel vilain mot!) veut que la droite compte bien en faire un argument essentiel de sa campagne et que les partisans extrémistes du privé s'appuient de manière toute naturelle sur la droite politique pour soutenir leur croisade. Comment ne pas s'entendre d'autant que les mêmes personnages revêtent souvent les deux costumes.

Et particulièrement chez nous: c'est que la spécificité bretonne est, sur le sujet, tout à fait remarquable. Elle se traduit dans les chiffres: alors que pour l'ensemble de la France, l'enseignement privé scolaire environ 15% des élèves, cette proportion approche 45% pour l'ensemble des cinq départements bretons. Sur le total de l'enseignement privé, un élève sur six est breton, alors que pour l'ensemble de la population scolaire, un élève sur vingt seulement est breton!

Cette disproportion montre que le caractère de l'Enseignement Privé en Bretagne (et en Vendée, et en quelques autres régions localisées de la France) est radicalement différent de sa nature sur l'ensemble du territoire. Doux les retentissantes erreurs que commettent ceux qui — journalistes ou partis politiques — plaquent sur la Bretagne catholique, les modèles vérifiés ailleurs en Bretagne, l'enseignement privé n'est pas un enseignement de classe. Qu'il soit au service d'une classe, c'est une autre chose, et au service d'une autre politique, c'est une certitude...

Le choix? Quel choix?

Plougonneq, Plourin-Ploudalmézeau, Ploumoguer: l'installation d'une école publique ne s'y est pas faite sans sérieux démêlés, sans bagarres et sans mesquineries: la droite musclée, surtout rurale, la considérait comme une injure personnelle. Beaucoup de communes de Bretagne n'ont encore que l'école catholique comme choix, et — ce n'est sans doute pas le fait du hasard — que le bulletin de vote à droite comme expression politique.

Le cas extrême semble être le canton de la Gacilly ou Yves Rocher (c'est naturel...) a été élu conseiller général RPR avec 90% des voix, un pourcentage colonial qui se retrouve dans l'école, puisque sur 1865 élèves du canton 1483 fréquentaient l'école privée, soit 88%.

La région de Redon fournit d'ailleurs, sur la notion de liberté, des chiffres stupéfiants. Sur l'ensemble des neuf cantons d'Allaire, de la Gacilly, de Rochefort-en-Terre, du Grand-Fougeray, de Redon, de Pipriac, de Saint-Nicolas, de Guéméné-Penfao et de Saint-Gildas-des-Bois, une commune seulement (Massera) sur 57 n'a pas d'école privée. Mais 28 n'ont pas d'école publique (le Grand-Fougeray, pourtant chef-lieu de canton, la Dominiénils, Sainte-Anne-sur-Vilaine, Sains-sur-Oust, la Chapelle-de-Brains, Pentac, Sainte-Marie-de-Redon, Pierric,

Marsac-sur-Dou, Bruc-sur-Aff, Lieuron, Saint-Just, Saint-Malo-de-Phily, Sixt-sur-Aff, Caden, Pihuerlin, Saint-Gravé, Saint-Laurent-sur-Oust, Saint-Gorgon, Saint-Jacut, Saint-Vincent-sur-Oust, Carentoir, Cournon, Les Fougerêts, Glénac, Quineuc, Autres cas intéressants: la Chapelle-Gaceline où les quarante élèves se divisent en quinze pour l'école publique et vingt-cinq pour l'école privée, ou Molac où coexistent deux écoles, toutes deux à classe unique!

Des soutiens douteux

La liberté pourtant, les défenseurs de l'Enseignement Catholique s'en emparent de manière quelque peu abusive. On suit le raisonnement politique: «supprimer» l'enseignement privé, c'est supprimer une liberté, la première. C'est la porte ouverte à tous les enfermements et on n'hésite pas à évoquer le goulag et le totalitarisme. Le détournement des mots est véritablement abusif. «Sauvons la liberté», titre sur toute la largeur de sa «une», Le journal «officiel», «Enseignement catholique actualité», «C'est notre existence qui est en cause» signale le Frère Kerdonouf, directeur diocésain de l'Enseignement catholique à Quimper, dans une lettre alarmiste au personnel. Il avait d'ailleurs, toujours par lettre, lancé aux enseignants CFDT, ces pestilères de l'Enseignement privé: «Messieurs, vous ne réussirez pas le hold-up du siècle!».

Les dirigeants de l'Enseignement privé n'ont pas tellement forcé, il faut le reconnaître, pour se démarquer de la droite politique. S'ils avaient été piégés, au printemps dernier à Paris, quand Mgr Lustiger avait dû parler devant un parterre de personnalités de droite, dont Madame Giscard d'Estaing, ils n'ont pas fait grand chose pour se démarquer: c'est bien une machine politique qui est en marche et on admet assez facilement qu'on n'allait pas faire à la gauche le cadeau d'aller à la table des négociations à quelques semaines des élections municipales.



17 janvier à Brest: en attendant Mauroy

A toutes les manifestations des derniers mois de 1992, soigneusement organisées par les APEL, la droite était présente au premier rang. Cette présence était bel et bien voulue par la très puissante association de parents d'élèves qui avait, dès le lendemain de l'élection de Mitterrand, élaboré un véritable plan de mobilisation désigné par le sigle «Mobapel». Si l'existence de ce plan anti-gauche est rarement admise, il arrive pourtant qu'une phrase le révèle, comme celle de Raymond Tanguy, présidente des APEL du Pays de Redon: «Nous avons mis au point un plan de mobilisation à l'échelon national» (1).

A Nantes, à la tête des 2000 personnes présentes le 4 décembre, on notait plus de vingt conseillers généraux de la droite, dont Cosse-Brissac, le sénateur Guillard et les députés Maujouan du Gasset et Richard. A Dinan, le dix décembre, le centriste Jacques Barrot était là. A Brest, le 27 novembre, on notait au premier rang Lombard, Berthelot, Guerneur, Cozan, etc...

C'est qu'en fait, on se garde très peu à droite, du côté de la hiérarchie de l'Enseignement Privé, Nicole Fontaine, qui inventa jadis la formule «Enseignement privé n'est ni de droite ni de gauche» remonte au créneau (elle a déplacé près de mille personnes à Brest) après avoir transité par le Parlement Européen dans les rangs giscardiens. Chirac lui-même a tenté, sans que cela soulève trop d'indignation au Secrétariat de l'Enseignement Privé, de faire croire que le Pape lui avait confié la mission de protéger l'Enseignement Catholique.

C'est étonnant que la droite locale, pas toujours très fûtée, chausse alors ses gros sabots. Jean Crenn, au conseil général du Finistère le 17 janvier s'est déchaîné: «Les enfants pourraient être façonnés et modelés à l'image de beaucoup de nos éducateurs marxistes et collectivistes... Les parents d'élèves de l'enseignement public ne tarderont pas non plus à être livrés aux localités enseignantes qui, depuis le dix mai, dictent la loi au pays...» Quant à Ger-

meur (qui a trouvé un job de chargé de mission à la mairie de Paris), il a une image nationale qui lui vaut une interview (dans La Croix des 3 et 4 janvier) dans laquelle, il refuse toute évolution de l'Enseignement privé et précise que le seul dialogue possible est pour lui l'introduction de «la liberté» dans l'Enseignement public. Et Guerneur d'appeler alors à la résistance... Malheureusement, de bon chrétien est aussi RPR et intervient à ce titre à Douarnenez, le neuf décembre sur le ton du racisme, fustigeant «la CGT de Talbot et ses mille maghrabins, avec leurs tapis de prière, qu'elle lâche comme une meute sur les travailleurs libres».

Ratés...

Tout ceci pourrait n'être que vaine agitation, s'il n'y avait ces chiffres: 45% des enfants dans le privé en Bretagne, cela signifie que, chez nous, l'école privée ne scolaire pas que des fils de bourgeois en quête d'une solution de sauvetage ou d'une protection contre les tourments marxistes. En Bretagne, les enfants des écoles privées sont aussi des fils de paysans, des fils d'ouvriers, des rejets de cadres moyens ou de techniciens. Et tous ces parents ne votent pas de manière aussi unanime

NONO: Un thème à la dimension de sa causticité



que les habitants de Neully. On conçoit que, si l'APEL arrive à réaliser l'union sacrée, les quelques points nécessaires au basculement de certaines villes «perdues» en 1977 pourraient être acquis. Il n'est pas certain que cette image particulière de l'enseignement privé breton ait frappé la gauche locale. La lettre du PS, rendue publique en pleine campagne d'agitation, en témoigne; et Jos Youinou (à qui on souhaite de ne pas avoir de rage de dents...) n'a pas eu raison d'y parler de l'école des fils de dentistes.

Cette prise possible sur une partie de l'opinion bretonne qui n'aurait — en dehors de la question scolaire — aucune raison de faire confiance à la droite, explique la virulence particulière, chez nous, de l'APEL, de l'OGEC et autres groupements de pression. On n'ose plus tellement pourtant, mettre trop en avant la mission chrétienne de l'école, qu'un bon nombre de sondages parmi les élèves et les parents rangent avec les préoccupations subalternes. On se bat pour une «liberté» qu'on oppose de manière le plus souvent implacable, au socialisme ou au «marxisme».

Les municipalités d'union de la gauche font une cible privilégiée, surtout depuis que plusieurs d'entre-elles ont proposé des contrats impliquant un contrôle sur les fonds versés. L'APEL a même tenté, dans plusieurs villes de Bretagne, dont Pontivy et Brest, d'organiser un acte de désobéissance civile: la grève des impôts locaux (et de la taxe professionnelle, ce qui est quand même significatif). Bien qu'elle n'ait pas réussi sur les moyens, en particulier par ses appels aux parents transitant par les enfants, l'APEL n'a guère réussi: peu de parents ont suivi et beaucoup d'enseignants se sont opposés à l'utilisation des enfants A Brest, par exemple, l'APEL et l'OGEC ont versé les impôts le quatorze décembre, c'est-à-dire la veille de la date limite...

Bastilles

Mais au-delà de l'agitation plus ou moins réussie, la stratégie de l'enseignement privé vise à mettre en place une structure dure. Elle bénéficie de la bienveillance du «telegramme», qui, lors des manifestations, a largement majoré les chiffres, et du soutien absolu et actif d'ouest-France qui n'a jamais caché son engagement en faveur de l'ensei-

nement privé

Les centres de formation des instituteurs, les organismes de gestion visent à créer des bastilles juridiques dont la prise serait fort difficile. Le jeune et poli Christian de Fommervault est venu à Rennes soutenir le Mouvement des Jeunes pour la liberté de l'Enseignement qui y est assez actif. Et surtout l'APEL est omniprésente souvent en forçant la main des parents. Dans la grande majorité des écoles, les parents y sont inscrits d'office, sauf s'ils écrivent un mot de refus, ce qu'ils hésitent souvent à faire pour ne pas désigner leurs enfants à une vindicte particulière. Elle va parfois plus loin: A Ancenis, on inscrit (d'office) les familles à une assurance (l'UNP, qui a la même adresse que le comité national de l'Enseignement catholique), qui permet en cas de difficulté, de continuer les études dans l'enseignement privé...

Les vraies questions

Bien entendu, l'agitation de l'Enseignement privé a trouvé du répondant. A provocation, provocation et demie. La caricature d'un enseignement privé totalement rétrograde, incapable d'assurer la formation minimale des jeunes a

été dessinée. Or, il y a dans l'enseignement privé de véritables espaces de liberté, en particulier pédagogique.

Il y a une incontestable initiative qui n'a pas pour seule motivation la défense de l'Occident Chrétien, mais aussi l'épanouissement des enfants, leur formation professionnelle.

Cela signifie qu'on n'obtiendra rien de positif en opposant deux systèmes au nom de valeurs morales, d'esprit civique ou d'efficacité. L'un ne peut avoir raison contre l'autre. A raisonner en termes de « bras de fer » on passe à côté des véritables problèmes qui ne pourront être résolus tant que durera un dualisme scolaire stérile.

Car la guerre scolaire occulte les véritables problèmes: ceux de l'échec en classe, ceux de l'éducation de la liberté, ceux de la mise en œuvre des ressources de la langue et de la civilisation bretonne. Le rôle de l'École en Bretagne, quel est-il? Sûrement pas de perpétuer une concurrence inadmissible quand il s'agit de l'éducation des enfants.

En s'agrippant au statu-quo, l'enseignement privé passe sans doute à côté d'une chance importante. Rivé à des

intérêts particuliers, il n'a pas pris la mesure entière de ceux des enfants. Savary, dont il n'est plus à démontrer qu'il est habile négociateur, l'a placé en porte à faux, surtout en publiant maintenant le rapport LeGrand qui contient quand même une bonne dose de subversion...

Mais on est encore au temps des tactiques. Celui d'une véritable formation pour la jeunesse bretonne est encore loin. Peut-on, cependant, la souhaiter populaire mettant l'enseignement au service du plus grand nombre et non à celui d'une classe, d'une idéologie ou d'un système, la proposer, bretonne c'est-à-dire respectant et développant l'originalité de notre peuple et participant à la réparation historique du préjudice culturel subi par les générations qui nous ont précédé?

Et la rêver démocratique, c'est-à-dire prise en main par les intéressés eux-mêmes, élèves, parents, enseignants? On avouera qu'on est loin de la défense frileuse d'un système de préservation sociale...

Jean Roudaut

PROVOCATION :

Il faut brûler toutes les écoles !

Actuellement, 120 000 jeunes quittent l'école tous les ans sans diplômes. Actuellement, des milliers entières de LEP fabriquent, même avec un diplôme professionnel, des chômeurs et chômeuses (ex. couturières sténo-dactylo, coiffeuses, employées de collectivité, etc.).

Actuellement l'analphabétisme progresse, et il y a sans doute plus d'analphabètes que de chômeurs (Preuve: dans les missions locales pour les 16-18 ans mises en place en Bretagne, 45% des jeunes qui se présentent ont un niveau « cours élémentaire 2^{ème} année. Preuve encore des échoppes d'écrivain public amélioré s'ouvrent dans les grandes villes).

Dans quel environnement l'enfant de nos cités, de nos quartiers populaires voit-il le jour? Dans une mécanique complexe dans un ensemble de systèmes qui ont une raison d'être pour ceux qui les mettent en place, et une autre pour ceux qui les emploient. En contact avec des milliers de ramifications, parfois placés à leurs extrémités, l'homme contemporain sait se servir de la radio, de la télévision, du téléphone, mais il ne sait pas toujours comment ça marche. Il sait sur quelle touche appuyer, mais il n'a point besoin de comprendre le mécanisme.

Ceci a une conséquence: les hommes d'aujourd'hui, sont de moins en moins aptes aux apprentissages nécessaires à la vie de tous les jours. Plus même la cuisine, le ménage, l'amour deviennent

matières à enseigner. Les gens savent ce qu'on leur a appris mais ils n'apprennent plus par eux-mêmes.

L'école dans tout cela? L'école n'est pas simplement une nécessité parce qu'il faut diplômer les gens pour sélectionner ceux à qui l'on va donner du travail, mais il faut contrôler ceux qui accèdent à la consommation. Ainsi aux Etats-Unis et cet exemple voit peut-être le jour en France (plan 16-18 ans), les jeunes qui n'ont pas douze années de scolarité sont considérés comme des infirmes, sont inemployables et sont pris en charge par des travailleurs sociaux (Economie, Développement and Cultural Change J. Smiler).

Le train du savoir passe par l'école et gare à ceux qui ne peuvent y monter. Le jeune, l'enfant qui pour de multiples raisons ne sera pas pris dans le bon wagon va se voir trier et pousser vers le butoir du chômage et de la marginalisation.

D'autres explications peuvent être aussi avancées: parents qui prennent leurs enfants pour des génies, perspectives économiques peu motivantes, enclenchement des filières professionnelles s'appuyant sur les sections existantes sans tenir compte des projets, de l'opinion des jeunes et des réalités économiques; surcharge aberrante des devoirs à la maison qui démobilise à terme (à quand les 39h pour des enfants de 11 ans?); le corporatisme de l'enseignement pour qui la pédagogie est devenue un mot magique, un mot masque incluant le professionnalisme, comme si

l'instrument, l'outil, se substituait à la fonction. En effet, la pédagogie n'est qu'une démarche permettant un apprentissage. Bien que cela, rien d'autre. De nos jours, et notamment à l'école, le moyen d'apprendre est devenu une fonction qui élimine l'apprenti. Celui qui sait apprendre ne peut se tromper, les apprentis qui font des fautes ne pouvant être que de mauvais élèves. Les « techniques pédagogiques » quelle qu'en soit l'école se doivent d'être universelles puisque ceux qui les emploient ont la sûreté de ceux qui savent. Il y a là une dénonciation énorme: le classement entre les bons et les mauvais apprentis ne fait référence qu'à l'outil qu'est la pédagogie, comme si les individus étaient semblables, comme si une recette aussi élaborée soit-elle, se devait de réussir sur des différences. Pour la pédagogie scolaire, il ne peut y avoir de remise en cause puisqu'il est le gardien d'une connaissance à dispenser.

Cet extraordinaire bluff prend sa source dans un discours humaniste qui voudrait que chaque enfant, chaque vie, soit semblable.

Que l'on nous comprenne bien, égalité ne veut pas dire « semblabilité » mais le respect, la compréhension, l'acceptation des autres comme différents. Il n'y a pas de philosophie là-dessous, mais un constat d'évidence.

Face à la situation brièvement évoquée ci-dessus il n'y a ni alternatives ni réformes possibles. Il nous faut inventer de nouveaux réseaux du savoir, plus souples, plus mobiles, en prise avec la vie, l'économie et les nouvelles technologies. C'est toute une redéfinition de l'apprentissage qui est posée et s'il n'y a pas de recettes, il faut innover hors d'une machinerie lourde et inadaptée. Des tentatives existent, écoutons-les sinon, il y a danger de mort pour toute une jeunesse.

Michel Demion

THE BREIZH CONNECTION



GROS ROUGE

1. QUAND LE VIN EST COUPÉ, IL FAUT LE BOIRE

Poussant votre caddie, dans une moyenne ou une grande surface, vous arrivez au rayonnage des vins, alcools et spiritueux. Parvenu au niveau des premiers, vous vous saisissez d'une ou de plusieurs bouteilles, à l'étiquette aux couleurs criardes, dont une affichette en carton accrochée au bas du bac vous a annoncé le contenu: vin rouge, 12 degrés cinq, prix choc (boum!): 3,95 F.

Sans doute vous êtes-vous un jour posé la question: mais qu'est-ce que c'est que ça? Le P.B. (1) se propose de tenter de répondre à cette interrogation. D'abord, dans un premier temps, de tracer l'itinéraire de ce « vin de consommation courante ». Dans un second volet (P.B. de mars), après cette dimension technique d'un problème, nous parlerons de ses conséquences sociales en Bretagne. Vous avez deviné de quel problème il s'agit: de l'alcoolisme au quotidien, via le gros rouge, entre beaucoup d'autres...

Petit historique pour démarrer, que nous faisons en compagnie de Jean Jestin. « La Bretagne est traditionnellement importatrice de vin de consommation courante, et également de vin d'appellation d'origine contrôlée. Entourée d'eau, elle fait venir la plus grande quantité de V.C.C. par bateau. Avant la guerre d'Algérie, 95% de ces vins étaient importés de ce pays. Dans les 5% restants, on faisait venir quelques vins de 10° du Midi, destinés à atténuer les 12°5, 13° d'Algérie ».

« Après les accords d'Evian, rupture avec l'Algérie », poursuit le président du syndicat des négociants en vins du Finistère. « Les importateurs se tournent vers la Tunisie et le Maroc. La Communauté Economique Européenne va ensuite se constituer. Nous serons alors contraints de payer le vin plus cher aux pays tiers, non membres de la C.E.E. La Bretagne, qui voulait retrouver les 11°, 12°, elle a dû se retourner vers l'Italie, et vers trois régions en particulier: la Sicile, les Pouilles, la Sardaigne ».

Chais portuaire

En attendant de revenir sur cette Bretagne qui est demeurée d'un titrage donné, nous avons déjà un premier élément, quand arrive sur votre table une bouteille dont l'étiquette porte la mention « Vins de différents pays de la Communauté Européenne », vous avez 90% de chances (si l'on peut dire) de vous envoyer du pinard italien derrière la cravate.

Bon. Nous sommes donc en Italie, à mariner dans un chais italien. Nous sommes rosé léger, rouge clair, rouge épais. Première partie du voyage: des camions citernes viennent nous extraire de nos cuves. Ils se rendent ensuite à la côte où nous sommes transvasés pour la seconde fois, là dans un bateau pinardier. Les scénarii ensuite divergent: la traversée peut nous mener à Sète d'où nous serons retransvasés dans des wagons-citernes, et direction (par rail) l'intérieur de l'hexagone. Autre cas de figure, notre pinardier pointe en plein sur le détroit de Gibraltar pour une traversée d'une quinzaine/vingtaine de jours avant d'aborder la Bretagne.

La suite se déroule à Nantes, Lorient, Quimper (arrivée à Bénodet, puis transport par péniches), Brest, St Brieu, St Malo.

Troisième transbordement du vin qui va venir remplir les cuves d'un « chais portuaire ». Cette fois, repos du liquide pour les contrôles. A l'origine, la très officielle Union Italienne des Vins a dressé une liste des caractéristiques de la « marchandise », avant d'autoriser son départ. Au port d'arrivée, l'importateur demande à un « transitaire » sur la place, de s'occuper de toute l'opération de dédouanement. Laquelle consiste en une demande auprès de la douane d'une autorisation de décharger, ensuite à mesurer la quantité déchargée (une partie s'est évaporée durant le voyage), enfin, à faire une déclaration de mise à la consommation. C'est le modèle « C » qui est déposé à la douane, ce document est une déclaration d'importation qui permet de mettre la marchandise en libre pratique sur le territoire après qu'il ait été acquittée la T.V.A.

La douane, elle, procède au prélèvement d'échantillons, dont une partie est

expédiée à Paris (analyse pour déterminer si le vin est ou non consommable), une autre est remise à l'agent transitaire (contrôle du titrage), une troisième qu'elle garde. Si les résultats d'analyse correspondent à ce qui est porté sur les documents arrivés par le bateau, c'est le feu vert pour l'importateur, à savoir le négociant en vins.

Durant cette période administrative, les vins peuvent rester jusqu'à trois semaines en chais portuaire. Dans les cuves, il reçoit de l'anhydride sulfureux et/ou des pastilles de soufre (on « mêche » le vin) afin de le protéger des insectes (mouches, moucheron) affectionnant l'odeur et le goût du liquide, et empêcher le vin d'être attaqué par l'air.

Poursuivons l'itinéraire. Autorisation de mise en circulation donnée, le négociant envoie ses camions pour prendre livraison: quatrième transvasement, suivi du cinquième lorsque les camions arrivent à l'entreprise. Des citernes, les vins sont répartis dans les cuves du chais.

Et nous en arrivons au sixième mouvement de cette symphonie pinardière.

Et de sept!

Qui est basé sur le principe suivant: le vin mis dans une cuve n'est jamais ensuite embouteillé nature (si nous pouvons nous exprimer ainsi). Il est « assemblé » avec d'autres vins (ou un

seul) pour que de ce mariage naisse un vin dont la couleur, le degré et le goût soit conforme à la demande de la clientèle. A noter qu'avant de parvenir chez le négociant — et même avant d'arriver au chais portuaire — le vin a déjà pu faire l'objet de coupages. Conclusion: le vin de consommation courante que vous buvez tous les jours (le vin dont nous parlons) c'est vous qui en avez choisis les caractéristiques! C'est comme ça.

A cette sixième étape — l'étape des coupages — accordons-nous une courte pause. Pour parler un peu du « goût de la clientèle », du « goût breton » en l'occurrence. Le Breton est habitué à ingurgiter du gros rouge, entre 12° et 13°, qui frappe dur, continuons-donc à lui en fournir. Deux intermédiaires dans l'acheminement du vin, s'ils affirment ne pas tenir ce raisonnement, ont une part dans sa perpétuation. Ecoutons d'abord M. Carlier, armateur au port du Cornicuel à Quimper: « En tant que transporteur — et non marchand nous ne

vin mise en bouteilles dans une zone donnée. Si celle-ci n'est pas productive, cette quantité correspond en gros à la consommation (en Bretagne, quatre départements sur cinq, la Loire-Atlantique étant productrice, donc en partie exportatrice).

Le vin est prêt à la livraison. A signaler qu'il date de l'année, et qu'à compter d'octobre-novembre, on commence à le placé par les vins nouveaux. Au bout d'un an, en effet, les vins de consommation courante « séchent », c'est-à-dire qu'ils deviennent franchement imbuvables.

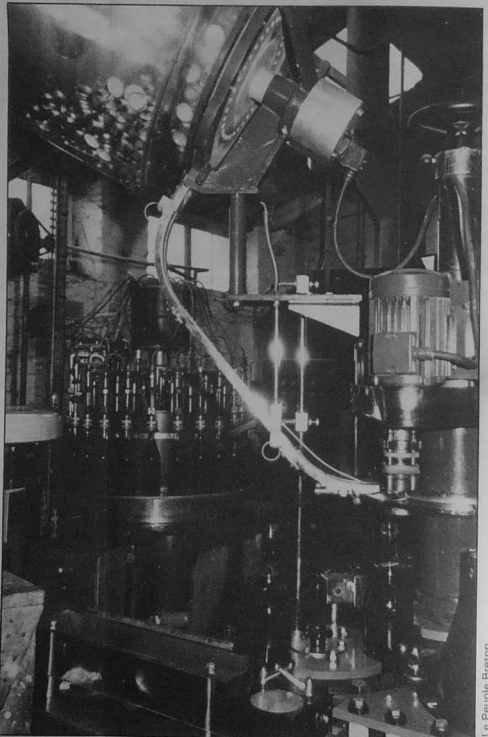
C'est à eux de déposer

Une rencontre avec deux chauffeurs-livreurs de vins, en Finistère, nous en a dit un peu plus sur cette fin de parcours du gros rouge. Ils peuvent avoir jusqu'à dix ou douze bistrotiers ou magasins à desservir en une journée. Un des problèmes qu'ils rencontrent, c'est le

aucun emploi. Le phénomène d'automatisation n'explique pas tout, il est vrai en ce qui concerne l'embouteillage, l'insuffisance de la main-d'œuvre. Il ne s'agit pas pour les livraisons. Manifestement, les patrons sont paumés: ils ignorent comment on arrivera aux 35 heures ».

La clef sous la cuve

D'autant plus que, rappellent-ils: « En 1979, l'INSEE a publié une étude prévoyant une baisse de la consommation de vins de 1% chaque année jusqu'en 1985. Peu à peu, des entreprises maintiennent la clef sous la cuve. Et pourtant il y aurait moyen d'éviter ces situations: il existe d'autres utilisations du raisin que celle-ci (le V.C.C.) qui est en grande partie pratique. Rien que le jus de raisin, s'il était moins cher, s'il bénéficiait d'une bonne publicité, les gens en boiraient peut-être davantage. Il est aussi possible de privilégier des importations de vins de meilleure qualité. Ça n'aurait pas d'incidence négative sur l'emploi! Il



Au premier plan, l'en-capsulage.



Louis Blondec

sommes pas un élément moteur dans l'importation. Nous mettons les bateaux à la disposition des importateurs lorsqu'ils ont du vin à transporter; si nous n'avons plus de commandes de ce type, on transporte autre chose (actuellement, nous faisons du vin et de l'engrais). Pas élément moteur dans l'importation donc, mais également pas élément incitateur: nous ne poussons pas à la consommation ».

Au tour de Jean Jestin qui, faisant partie des importateurs (et au nom de ceux-ci) dira: « Ce n'est pas le négociant qui pousse à la consommation, il répond au goût du consommateur, à ses critères concernant le rapport qualité-prix ». Mais comme le goût du client breton est, depuis un bon siècle, intensivement formé à s'habituer au pinard en question, il n'y a pas de raison pour qu'il change. Du moins tant qu'il n'aura rien d'autre (tant que la « consommation courante » dont il dispose, sera constituée par ces vins) à se mettre sur le palais. Nous y reviendrons.

Après les coupages, l'embouteillage est le septième (sept!) mouvement du vin. Opération qui comprend également l'étiquetage — dont la seule étude a de quoi remplir quelques-unes de ces colonnes — « marques », textes et couleurs des étiquettes, l'oraison (alors que les vins sont de la même origine) et répartition de celles-ci chez les bistrotiers, dans les petites, moyennes et grandes surfaces, etc.

Un étiquetage immédiatement précédé de l'en-capsulage qui sert de référence pour la fiscalisation du vin, c'est-à-dire pour mesurer la quantité de

« dépotage ». Ils s'expliquent: « Ce n'est pas le déchargement qui grandit tellement de temps. Mais c'est que, arrivé chez un bistrotier par exemple, on doit passer derrière le comptoir avec sa caisse, la vider de ses bouteilles pleines et le remplissage de bouteilles vides. On ne veut plus de ça. Mais les patrons veulent que ce soit nous qui annonçons aux bistrotiers que ce sera désormais à eux de déposer derrière le comptoir! Ils ne sont pas capables de mener une politique commune à ce sujet. Tout est basé sur la peur que chacun a que le concurrent lui prenne le client, et puis que ça ferait du boulot en moins puisqu'il y aurait gain de temps ».

Ces délégués du personnel, syndiqués à la C.F.D.T., brossent un rapide portrait de la profession telle qu'ils la voient, eux qui se trouvent « en fin de circuit, puisqu'au niveau de la distribution ». Sur une soixantaine de boîtes de vins dans le Finistère, seulement quatre ou cinq ont des représentants ouvriers en commission paritaire. Faible implantation syndicale, donc: « Nous y voyons trois raisons. D'abord un esprit corporatiste assez fort dans une profession où le paternalisme règne dans certaines boîtes. Enfin le fait que la population salariée vieillit. Il n'y a pratiquement plus d'embauche. Aucun accord de pré-retraite n'a été signé (en dernier dans le Finistère, même dans les boîtes qui marchent, qui ont un avenir avec un développement assuré; aucun contrat de solidarité n'a été signé ».

« Progressivement », continuent-ils, « on est passé de 45 h à 39 h en quelques années, et ça n'a pratiquement créé

pourrait même être maintenu », brossent dans le pinard ou le raisin, c'est pareil à la production ou à la distribution ».

Autre argument économique justifiant ce changement de cap éventuel: l'augmentation des vins italiens. « Depuis un an, elle est très importante », nous dit Jean Jestin. « En France, la récolte 1982 a été exceptionnellement bonne. On parle même d'année de millénaire. En moyenne, le vin litre de 1° à 1,5° de plus que toutes les autres années. De ce fait, le prix des vins d'Italie arrive presque à parité du prix des vins français. Il devient donc moins intéressant d'acheter italien quand, je le rappelle, la qualité des vins français est si exceptionnelle ».

Dans l'air donc, et dès cette année, la passation d'accords entre quelques négociants Bretons et des caves de production de vins du midi — ces mêmes producteurs qui, l'an passé, ont fait voir de drôles de couleurs aux exportateurs italiens, via leurs pinardiers abordant les côtes méridionales.

Dernier point: nous avons failli oublier de vous parler du 8° mouvement du pinard. Mais est-ce bien nécessaire, puisque il est le plus connu? C'est le moment où le passe de la bouteille au verre. Quant au neuvième...

(à suivre)
P. GALLAIS.

(1) Qui s'est déjà penché sur la question. Lire notamment le n° 158, date de novembre 1977.

BILAN 1977 - 1983

L'U.D.B. : un acteur crédible dans la vie municipale



1977... Chacun se souvient du ras-le-bol montant provoqué par la gestion de Monsieur Giscard d'Estaing et de son Premier Ministre, Monsieur Jacques Chirac. Le Peuple de Gauche, plus militant que jamais, voulait en finir avec une Droite au pouvoir depuis près de 20 ans. Militer à la base, dans les Associations, dans les Syndicats, dans les quartiers, dans les entreprises, chaque Parti de Gauche galvanisait tous ceux qui aspiraient profondément au changement: les cantonales de 1976 constituent à cet égard une étape importante,

mais plus encore les municipales de 1977, où les municipalités tenues par la droite, vont passer à gauche en masse: c'est ainsi qu'en Bretagne, un bastion pourtant traditionnellement conservateur, la Gauche va emporter neuf des onze villes de plus de 30 000 habitants, et l'Union Démocratique Bretonne, pour la première fois, est présente à presque tous ces rendez-vous de la victoire. L'UDB depuis cette date, n'a cessé d'être confortée dans sa position incontestée de troisième force de la Gauche en Bretagne.

Présente dans une trentaine de communes, disposant d'une quarantaine d'élus (dont quatre maires-adjoints), l'UDB est aujourd'hui un acteur crédible dans la vie municipale de la Bretagne dans les cinq départements.

Apprendre à gérer le quotidien

Quand l'UDB affirme que la commune est la cellule de base de la démocratie, c'est que c'est le lieu même de l'organisation de la vie, et chez nous, c'est le lieu de vie le plus proche des Bretons.

La gestion de gauche, à laquelle nos

élus ont contribué, a gagné sur un point fondamental, celui de la Démocratie: l'ouverture, la concertation, le développement de la vie associative, la participation de la population à la vie de la Commune, sont les maîtres mots qui caractérisent, sans conteste, le développement de la vie quotidienne dans les Communes dirigées par la Gauche en Bretagne. Les journées portes ouvertes, les Colloques, les revues associatives et municipales, abondent d'informations riches et variées. La démocratisation de la vie locale a permis l'aboutissement de réalisations dont le nombre est nettement supérieur à celui de la frileuse gestion de la droite.

22 millions en 1982

Il a fallu supporter une contribution active aux nombreux Plans d'occupation des sols: c'est ainsi qu'à Saint-Nazaire, Jacques l'héritier a accompli un travail particulièrement efficace pour la préservation du littoral, et le maintien au public des chemins douaniers, ou au plan de circulation comme à Morlaix, où Claude Le Luc a permis d'établir un équilibre entre la circulation piétonnière et celles des véhicules.

L'Urbanisme et l'Environnement ont connu des transformations également très sensibles: Patrick Pellen, Conseiller Municipal à Nantes, a accompli un travail très important au Service des Eaux, qui est en règle directe, ses axes de travail ont été la planification des investissements sur cinq ans, pour améliorer le réseau de distribution, reprendre l'ancien réseau parfois vétuste, et surtout un recatcul du m³ d'eau, qui a permis à terme d'éviter une privatisation du service. De même dans le secteur du Cadre de Vie, des efforts importants ont été menés, tel le Plan Vert de Brest, qui a reçu plus d'un milliard de centimes de subvention de l'Etat.

Dans le domaine de l'action économique, Jean-Louis Le Mée, Adjoint au Maire de Lannion, reconnaît plutôt un échec, alors que Yannick Oulchen, adjoint au Maire de Carhaix, souligne que sa Municipalité a investi dans des usines relais pour sortir le Centre Bretagne de sa désertification.

La réhabilitation des quartiers anciens a connu des progrès remarquables dans plusieurs villes bretonnes, mais c'est incontestablement à Brest et à Rennes que les efforts les plus sensibles ont été accomplis.

Dans les petites Communes: même si l'effort est moins spectaculaire, le travail accompli n'en est pas moins méritant: ainsi Pierre Moal, quand il défend l'école publique à Plounevez-Lochrist, ne manque pas d'un certain courage, dans une commune où la Droite majoritaire verrait bien l'école unique... mais privée. Ainsi à Saint-Hermin, Yves Remond s'est efforcé d'animer une Commune qui en a bien besoin, en relançant un Pardon qui avait disparu et en créant une fête: la course de côtes amateur, dans un autre quartier, et il rajoute: — Je suis intervenu pour que méthodiquement on bitume chaque année une route dans chacun des deux quartiers de la Commune... A Berhet, dans le Trégor, on s'est battu, Fanch Le Perru en tête, pour essayer de sauver l'école, mais en vain.

D'une manière générale, le personnel communal a été associé de façon constante à l'élaboration des projets. Son effectif s'est sensiblement accru, d'autant que la plupart des communes de gauche ont passé avec l'Etat des contrats de solidarité, montrant ainsi l'ardeur qu'elles attachent à être les premières dans la défense de l'emploi.

Même dans la région parisienne, l'UDB s'occupe des Bretons émigrés: ainsi à Athis Mons, notre camarade Jacques David a occupé une place conséquente dans un Conseil Municipal, un des rares de la région parisienne, sans doute, à avoir crédité le compte des victimes de la Marée noire.

De la désunion à la victoire

1978-1981... C'est une période politiquement difficile. La Gauche a perdu les élections législatives en 1976, et son union est mise en pièces ici ou là. A Brest, c'est la rupture après le refus des élus communistes de voter le budget de 1980; à Rennes, à Carhaix ou à Lannion, ça n'est pas le beau fixe.

Mais l'Union tient: c'est la période des grandes luttes pour la défense du rail, où les élus de l'UDB s'illustrent à Plouaret ou à Rospendren par exemple. Ce sont les grandes protestations contre les Marées Noires de 1978, où Yann Daumer interpellé vigoureusement Raymond Barre à Landéda. Ce sont les grandes manifestations contre l'implantation de la Centrale Nucléaire de Plogoff, et l'absence de tout programme de développement économique en corollaire.

La désunion de la Gauche va culminer jusqu'au début de l'année 1981, quand Georges Marchais affirme que François Mitterrand est plus à Droite que Valéry Giscard d'Estaing.

Notons que l'UDB n'a jamais fait de déclarations aussi outrancières, et qu'il lui est parvenu aujourd'hui fait grief de son appel à l'abstention du premier tour des élections présidentielles. Pourtant, le 10 mai 1981, l'UDB était présente au rendez-vous de la victoire.

Depuis mars 1981

La mise en place de la nouvelle politique de la Gauche a été saluée par notre Parti et ses élus, avec satisfaction. La loi de décentralisation donnant aux Communes des moyens nouveaux, la suppression des tutelles préfectorales, comme le contrôle à posteriori des engagements municipaux, sont autant d'éléments qui doivent permettre des transformations essentielles dans la vie de chaque jour... et puis aussi, le fait que le Gouvernement ait changé de couleur, donne aux municipalités de gauche, des possibilités nouvelles, parfois contre-carrées par les Conseils Généraux de Droite, comme c'est le cas dans le Finistère, où le Conseil Général refuse désormais de financer les 20% de sa charge pour les Postes d'Animateurs sociaux.

culturels, qui ne sont sans doute pas assez bien pesant pour lui! C'est le cas spécialement du conseil régional, qui n'a pas hésité, par le passé, sur l'impulsion de Guerneur, à financer un CES privé sur les deniers publics! Aujourd'hui, ce même conseil régional attribue une quote-part préférentielle à des communes de droite, sans vergogne!

Faudra-t-il donc, que par le fait que ces deux ensembles conseils généraux et conseil régional soient réactionnaires, la Bretagne ne connaisse qu'une décentralisation bien évidemment atténuée, dès lors que les principes de l'Union que l'ont fondée ne s'y appliquent pas?

Un phénomène supplémentaire commence à s'observer: le PS Parti dominant de la majorité, s'affirme comme un Parti hégémonique à l'égard de ses partenaires, et singulièrement de l'UDB, qu'il a tenté, à plusieurs reprises, de marginaliser dans les négociations municipales. Pourtant, l'UDB est toujours prête à jouer le jeu de la décentralisation, et ses élus ont bien montré, en six ans, leur volonté, leur capacité, leur solidarité de gestion.

Il serait tout de même paradoxal qu'en Bretagne, Patrie de Morvan Lebesque, auteur d'un essai sur la Démocratie Française, on ne connaisse, de la Décentralisation, que ses effets les plus pervers, après le filtre de Droite des conseils généraux et du conseil régional, l'hégémonie du parti dominant de la majorité ne constitue-t-il pas le second filtre?

Le retour en force actuel des technocrates «déconcentrés» ne peut en tout cas que nous faire douter et nous inquiéter.

Rappelons que c'est le dynamisme de l'Union pluraliste qui a fait la victoire de l'Union de la gauche en 1977.

Souhaitons que l'hégémonisme dominant du P.S. en 1983 ne permette pas le retour de la droite dans les Municipalités, et du même coup permettant à celles-ci d'être autant de machines de guerre contre le Gouvernement de la Gauche.

Paul Menz.

Ceci VOUS concerne !

BULLETTIN D'ADHESION

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B. Signature : _____

A _____ le _____ 19 _____

Adresser ce bulletin (à l'adresse ou au responsable) à : U.D.B. - B.P. 304 - 29773 BREST CEDEX

250 candidats autonomistes aux prochaines municipales: le chiffre a une importance politique certaine. Depuis plusieurs mois, l'UDB se prépare pour une échéance majeure pour le peuple breton; depuis plusieurs mois, elle négocie avec la gauche.

Après avoir présenté le programme municipal de l'UDB en octobre 1982, le P.B. publie aujourd'hui un article de Herri Gourmelen, responsable des affaires extérieures de l'UDB, qui fait le point à la fin janvier...

L'U.D.B. ET LES MUNICIPALES :

LES AUTONOMISTES SUR LA BRÈCHE

Le double mandat donné par le XVI^e Congrès au Bureau Politique en avril dernier à Nantes était clair: poursuivre la progression des idées du Parti dans les communes et les quartiers, poursuivre le combat contre la droite dans le cadre des listes d'union de gauche.

Enracinement

● Quel bilan peut-on dresser fin janvier concernant la présence du Parti dans ces élections ?

Les chiffres, comparés à ceux de 1977, sont éloquentes. Lors de la dernière consultation municipale, l'UDB présentait des candidats dans une soixantaine de communes et obtenait une quarantaine de sièges. Jusqu'à cette date, elle comptait un seul élu, en la personne de Joël Guégan à Lorient! Depuis 1977, l'UDB est notamment présente, dans les principales villes de Bretagne, (Nantes, Rennes, Brest, Saint-Nazaire, Lorient, Morlaix, Lannion, Douarnenez, Carhaix...). Rappelons aussi que la liste autonome présentée à Lanester franchissait la barre des 5%.

En mars 1983, l'UDB présentera entre 225 et 250 candidats dans environ 130 communes, en comptant deux villes de la région parisienne, dont Athis-Mons où Jacques David est déjà conseiller municipal. Il est logique de prévoir plus que le doublement du nombre de nos élus. Les estimations à la mi-janvier se situent dans une «fourchette» de 100 à 130 conseillers autonomistes en Bretagne. C'est là, si les prévisions se confirment, une progression considérable.

C'est à l'évidence la marque d'une implantation, d'un enracinement accru, sensibles en particulier dans le nombre de petites et moyennes communes où nous serons présents, notamment en Loire-Atlantique, dans le Trégor-Goëlo ou dans le Bas-Léon. Par ailleurs, c'est

dans plus de 25 communes de 10 000 habitants et au-delà que les candidats de l'UDB seront en lice, avec des chances d'être élus du fait d'un rapport de force favorable à la gauche ou éventuellement du fait de la nouvelle loi électorale qui introduit une «dose homéopathique» de proportionnelle dans l'ancien scrutin majoritaire. Parmi les villes nouvelles où l'UDB devait compter des élus, citons Saint-Brieuc, Plérin, Saint-Malo, Lanester, Auray, Vannes, Tréguier, Paimpol, Guingamp, Gourin...

La représentativité de l'UDB, se trouvera également renforcée par le nombre croissant de délégations d'adjoint au maire — accessoirement de subdélégations — aujourd'hui prises en compte dans les négociations: à Brest où l'UDB retrouve par ailleurs son poste de conseiller régional, à Carhaix, Lannion, Plouha, Plérin (4^e commune des Côtes-du-Nord), Saint-Malo, Orvault, Lorient... pour ne parler que des postes assurés à ce jour.

Comme en 1971 à Brest, en 1977 à Lanester, en 1978 à Saint-Malo, l'intransigence d'un partenaire ou un contexte local de désunion particulièrement condamnable conduisent l'UDB à présenter, si nécessaire, des listes autonomes. Ce sera vraisemblablement le cas à Locudy et à Guingamp, peut-être à Ouessant. Par ailleurs, l'UDB peut être le moteur de listes de gauche et en assurer la conduite effective, commune à Grâce, Guingamp ou à Lanester ou notre camarade J. Gestin conduira la lutte d'union démocratique et bretonne.

Première partie

L'analyse par fédération fait apparaître une progression d'ensemble avec des pointes très nettes dans certaines zones. Ainsi en Loire-Atlantique, l'UDB

présente une quarantaine de candidats dans une vingtaine de communes, débordant largement du cadre des grandes villes (Nantes, Saint-Nazaire, Saint-Herblain, Orvault). De même dans le Léon, où l'UDB est souvent la seconde force de gauche, la progression est très nette: Lesneven, Plabennec, Landerneau, Ploudalmezeau, Saint-Renan, Ouessant, etc... à l'ouest, Morlaix, Saint-Pol, Plourin, Playber-Christ etc... à l'est. C'est dans le Trégor-Goëlo que l'effort d'implantation est le plus spectaculaire: présente dans une trentaine de communes, l'UDB peut envisager une quarantaine d'élus, à Guingamp, Belle-Ile-en-Terre (où Yann Kervas a fait un score de 20% aux dernières cantonales), Pleslin, Perros, Lannion, Tréguier, Paimpol, Plouha, Ploumagoar... pour se limiter aux plus grosses communes.

Prolongeant l'action du Trégor-Goëlo dans les Côtes-du-Nord, la Fédération de Rance-Penthièvre voit son action se concrétiser dans les villes du département, à Plérin, Saint-Brieuc, Lamballe, Dinan... à l'exception de la région de Loudéac. A Saint-Malo, l'UDB présente de 1977 à 1978 dans la municipalité (Joël Martin) retrouve sa place sur une liste d'union partielle, le P.C. n'ayant pu s'intégrer au premier tour. En Ile-et-Vilaine, nous aurons par ailleurs des candidats à Rennes, bien sûr, mais aussi à Saint-Gregoire, Vern-sur-Seiche...

Dans le Haut-Vannetais, outre Vannes et Auray, notre présence est acquise à Plescop, Brech, Malestroit, Plumergat, probable à Sarzeau, Le Lizio... Dans le Pays de Lorient, outre le chef-lieu lui-même, les communes de Lanester, Pont-Scorff, Persquen (où Sylvie Gillet peut emmener la liste de gauche), Baud, Le Faouët, Quimperlé, mais aussi Guidel, Plomeur, Langudic, Clohars... auront des candidats de l'autonomie socialiste.

Au Centre-Bretagne, l'UDB retrouve toute sa place à Carhaix où notre camarade Yannick Oulchen se retire après avoir occupé pendant six ans le poste d'adjoint aux finances. Par ailleurs, nous présentons ou représentons des camarades à Saint-Hermin, Motreff, Gourin, Spizart, Poullouen, Huelgoat... En Gornouaille, où les négociations, comme dans l'ensemble du Finistère ne sont guère avancées, citons par l'instant Quimper, Douarnenez, Plouhinec, Penmarc'h, Locudy, Concarneau, Tréguic, Rospenden, Saint-Yvi, Eliant, Pluguffan, Plözvet, etc...

Dans la région brestoise enfin, en dehors de la ville de Brest, l'UDB présentera des candidats au Relecq-Kerhuon (où Jean Marot était déjà élu), à Plouzane, Gouesnou, l'Hôpital-Camfrout...

On peut donc dire aujourd'hui que la première partie du mandat confié par le Congrès de Nantes a été remplie, étant bien entendu qu'il reste désormais à faire élire les candidats de l'UDB présents, quand la situation l'imposait sur des listes partielles (petites communes) ou autonomes présents en règle générale, conformément aux décisions du Congrès, sur des listes d'union de la gauche. Il n'est pas inutile de revenir dès maintenant sur les problèmes rencontrés quand il s'est agi de bâtir ces listes d'union que chacun à gauche réclamait.

Calculs d'apothicaire

● Quel bilan peut-on tirer des négociations avec nos partenaires de la gauche hexagonale ?

Dès le mois de juin 82, l'UDB contactait les partenaires socialistes et communistes avec lesquels elle gérait un certain nombre de communes bretonnes depuis 1977.

Une rencontre avait lieu avec le comité régional du Parti Communiste français et un communiqué commun était publié définissant l'esprit dans lequel il convenait d'aborder les futures élections, nécessité de l'Union dans le combat contre la droite, respect de la promesse d'une proportionnelle authentique, articulation entre décentralisation et progrès social. Les discussions sur le terrain avec les militants communistes n'ont pas dans l'ensemble fait apparaître d'oppositions majeures, si ce n'est dans les Côtes-du-Nord où le PCF a cru devoir s'élever contre la sur-représentation des petites formations — visant plus particulièrement la place de l'UDB sur la liste d'union à Lannion (cinq candidats dont un adjoint au maire). Il est par ailleurs notable que dans certaines grandes villes, la défense commune du principe de la reconduction du même nombre d'élus — quand il était justifié par les résultats électoraux — ait été abandonnée sur la fin, au profit d'accords bilatéraux avec les socialistes. Les communistes, globalement, se sont retrouvés dans une situation sensiblement égale à la nôtre face à un partenaire décidé à tirer le profit maximum du scrutin exceptionnel de juin 1981.

Paradoxalement les rencontres au niveau breton n'ont pu avoir lieu avec les



Herri Gourmelen, Alain Chénard (maire) et Patrick Pellen (conseiller municipal) lors de la réception donnée en avril 82 à l'Hôtel de Ville de Nantes, à l'occasion du XVI^e Congrès.

socialistes, le BREIS déclarant forfait; ce qui tranche la question de sa représentativité politique. Il est pour le moins surprenant que ce soit L. Jospin qui déclare à Saint-Brieuc que la place de l'UDB devait se discuter au niveau breton! En fait, elle s'est discutée au plan national français, aux niveaux fédéral et

local bretons.

L'UDB, lors des rencontres qu'elle a eues au niveau central, en particulier avec le secrétaire aux Relations Extérieures, Marcel Debarge, a constamment fait valoir, premièrement que les calculs d'apothicaire n'étaient pas à la

Chirac, le charbon et les panthères

Nettement plus de deux cents candidats aux élections municipales! Jamais l'UDB n'avait approché ces chiffres. Cela veut dire que les militants UDB, malgré une certaine morosité ambiante vont au charbon sans attendre que les minichiracs viennent aboyer sous nos fenêtres... Ils montrent une fois de plus que la réalité quotidienne, au ras des pâquerettes, en Bretagne est une préoccupation majeure, à la fois pour chacun d'eux et pour leur parti!

L'intransigence de quelques panthères locales — souvent roses — occure malheureusement certains. Elle nous imposera en tout cas quelques listes autonomes que nous navions ni prévues ni souhaitées. Cela nous coûtera cher! Des lecteurs du PB l'ont déjà compris et nous ont aidés. Nous les en remercions vivement.

Que ceux-là expliquent aux autres l'intérêt de leur démarche! Que tous ceux qui le peuvent nous aident — même très modestement. En adressant aux militants (candidats ou non) ou en expédiant un chèque à UDB, B.P. 304, 29273 Brest Cedex (avec la mention «UDB Municipales»).

SOUSCRIPTION «MUNICIPALES»

NOM :
Prénom :
Adresse :

Verse la somme de :

- 50 F
 100 F
 Davantage encore !

hauteur de l'enjeu, bref que l'arithmétique devait passer après la politique; deuxièmement que l'UDB ne réclamait pas de cadeaux mais sa juste représentation de ce qui supposait qu'on prenne en compte les élections dans lesquelles nous partons avec le moins de handicaps légaux, financiers, d'accès aux médias, à savoir les Municipales et les Cantonales, troisièmement, qu'il était d'autant plus absurde de céder à des tentations hégémoniques à notre égard que les résultats récents de la gauche en Bretagne, n'étaient pas définitivement assurés, que le désenchantement de nombre d'électeurs bretons des mois de mai et juin 81 ne pouvait que croître devant les tentatives de marginalisation de ceux qui ont placé le combat breton à gauche et refusé la violence.

Sectarisme

Si ce discours de raison a trouvé une résonance certaine au niveau national, chez des interlocuteurs convaincus que le PS ne pouvait de toute façon se passer de l'apport de formations contre l'UDB, il n'en a pas été de même dans les discussions à la base, à quelques exceptions près qu'il convient de souligner. Saint-Malo, Lannion, Lorient, Orvault, dans une moindre mesure Nantes, Saint-Brieuc... En effet, nous nous sommes retrouvés devant des situations de blocage, voire de rejet pur et simple qui témoignent que l'esprit d'Union fait place à l'esprit de domination. 1977 est loin! A nous de nous en souvenir.

Comment en effet justifier des positions intransigeantes quand on a déjà la majorité absolue ou qu'il s'agit d'introduire une minorité de gauche dans une municipalité de droite? Les militants de l'UDB ont pu avoir l'impression parfois que leurs vis-à-vis étaient plus préoccupés de leur place dans l'élection que du résultat lui-même. Rennes, Saint-Nazaire, Vannes, Lanester (direction communiste), Brest, Le Relecq-Kerhuon (direction communiste)... autant de villes où la volonté des socialistes de nous marginaliser a été particulièrement nette, sans parler de la non-reconnaissance du travail effectué ou de la solidarité de gestion; que ce soit à Rennes, à Brest ou à Saint-Nazaire.

Il convient de souligner qu'en dehors de Rennes ou le ministre-maire, pourtant bien placé pour connaître l'UDB, a témoigné d'un manque caractérisé d'esprit d'ouverture, c'est dans le Finistère que le Parti Socialiste a l'attitude la plus sectaire à notre égard. Est-ce en raison du poids particulier de l'UDB dans ce département? Cette attitude est d'autant moins compréhensible que la lutte à Brest sera serrée, que le résultat à Quimper n'est pas acquis, que le Léon reste une terre de mission pour la gauche.

Si le grand souffle unitaire des années 72-77 est loin, l'enjeu est fondamental. Il s'agit de préserver des acquis importants, de confirmer les mutations profondes apparues au grand jour en 1977 et 1981.

Changer concrètement

Dans quel esprit l'UDB aborde-t-elle ces élections?

Après les Municipales de 1977, «le Peuple Breton» titrait: «Vers la fin des chouans?» et dans son analyse des résultats J.J. Monnier faisait ressortir que la gauche progressait de façon générale (+4% en moyenne, beaucoup plus dans ses zones de faiblesse). Nombre de chefs-lieux de cantons ruraux basculaient en effet pour la première fois, «malgré les larges taches où l'action militante de la gauche est faible ou nulle».

Ce mouvement de fond se poursuit par delà l'échec des Législatives de 78 et se manifeste clairement en mai-juin 81. Les législatives marquent un «tournant historique» de la vie politique bretonne, la gauche passant de 26,8% en 1962 à 51,7% au premier tour. Cette victoire, qui est celle de toute la gauche même, si elle profite essentiellement au Parti du Président, est fondamentalement due aux mêmes raisons qu'en 1977: refus d'une politique de casse industrielle et de chômage, refus de la jeunesse notamment, d'être dépourvue de sa culture, coupée de ses racines.

Après le changement du 10 mai les Bretons n'ont pas obtenu de réponses satisfaisantes à ces deux grandes interrogations qui posent le problème de l'existence de la collectivité bretonne en tant que telle. S'il est clair que la responsabilité du nouveau pouvoir politique est engagée pour ce qui concerne la politique de «réparations historiques» tant culturelle qu'économique, auxquelles la Bretagne a droit, il est tout aussi évident que l'UDB refuse d'envisager l'hypothèse de l'alternance, c'est-à-dire du retour de la Droite, sachant très bien que cela signifierait pour notre pays.

Il s'agit donc de poursuivre le combat contre cette droite encore solidement implantée en Bretagne. Pour cela, l'Union des forces progressistes bretonnes est nécessaire. Or, les négociations l'ont montré, cette Union est difficile à bâtir, du fait de l'attitude conquérante du P.S. sans doute, du fait de la démobilitation de la «base» aussi, perplexe, voire sceptique devant les lenteurs et les hésitations du pouvoir. Au moment où nous écrivons ces lignes l'urgence de retrouver cette dynamique de gauche, de remobiliser tous les «chômeurs politiques» est soulignée par les Etats-Majors. Tant mieux! Nous le répétons depuis des mois.

L'enjeu est pourtant de taille car la participation des élus de l'UDB à ce pouvoir — c'est un moyen important — de faire passer dans les faits, à la base, les changements que les travailleurs bretons ont en droit d'attendre pour reprendre les termes de notre Programme Municipal.

La solidarité municipale des élus de l'UDB est fondée sur des contrats passés avec nos partenaires, contrats qui prennent en compte la réalité bretonne, la vie quotidienne des travailleurs. Notre capacité de proposition, notre aptitude à changer concrètement la vie des gens sont à coup sûr des gages de notre crédibilité et de nos futurs progrès.

H. Gourmelin.

DESARMEMENT

C'EST MAINTENANT

L'U.D.B. rappelle que depuis 1964, date de sa création, elle s'est toujours engagée aux côtés des forces de la Paix, fidèle en cela à sa charge constitutive prônant un désarmement mondial généralisé qui soit l'aboutissement d'une réduction équilibrée des forces.

L'U.D.B. regrette donc que la réaction officielle du gouvernement français ait été très réservée, pour ne pas dire négative, aux propositions soviétiques nouvelles, par rapport à l'accueil plutôt favorable de nombreuses autres capitales occidentales.

L'U.D.B., qui se range résolument dans le camp des mouvements pacifistes, ne saurait accepter que le gouvernement de la Gauche présente des réticences motivées par des sentiments nationalistes outranciers directement liés à la possession d'une force nucléaire autonome, dont on connaît la disproportion entre le coût exorbitant et l'effet de dissuasion discutable. La Gauche toute entière n'a-t-elle pas, en son temps, condamné la force de frappe gaulliste pour les mêmes raisons?

Notre Parti attend du gouvernement issu des forces du 10 mai qu'il fasse un geste symbolique afin de montrer sa volonté de préserver la paix et de marcher vers un internationalisme auquel le peuple breton aspire avec bien d'autres peuples. Ainsi l'U.D.B. demande-t-elle le report de la mise en service du 6ème S.N.L.E. (sous-marin nucléaire lance-engin) en essai à Cherbourg et la suspension de la construction de tout nouveau bâtiment destiné à la force océanique stratégique. A cet égard, il convient d'accélérer les programmes de reconversions civiles des arsenaux de l'Etat, afin que tous les emplois soient préservés.

Ces mesures ne manqueraient pas de recevoir l'assentiment d'une large majorité des Bretons qui savent bien que la Bretagne, du fait de la présence de trop nombreuses bases militaires, doit être Longue, serait l'une des principales victimes d'un conflit sur le territoire européen.

Position adoptée par l'U.D.B. à son dernier Bureau Politique.

ASSEMBLÉE RÉGIONALE CORSE

UN CAUTÈRE SUR UNE JAMBE DE BOIS ?

Le 8 août dernier le premier conseil élu à la proportionnelle sortait des urnes. L'événement politique majeur était alors la double victoire de la démocratie marquée tant par le taux élevé de participation électorale que par la percée des autonomistes de l'UPC (Union du Peuple Corse), dénonciateurs acharnés des clans depuis toujours...



Au gré des sigles changeants, une même analyse: «CORSE = COLONIE».

DEJA l'élection de François Mitterrand en mai 1981, la dissolution immédiate de la Cour de sûreté de l'état, la mise en sommeil des réseaux de barbouzes (Francis) et les poursuites judiciaires intentées contre le SAC avaient permis de défendre l'atmosphère tandis que le FLN (Front de Libération National) annonçait la suppression des attentats. L'annonce d'un statut particulier pour l'île allait aussi dans le bon sens, celui de la reconnaissance du peuple corse.

Un premier bilan

Que reste-t-il de ces espoirs six mois plus tard? Pas grand chose. Et les responsabilités du gouvernement sont lourdes dans l'éclosion de cette nouvelle vague de violence qui s'abat sur l'île, car des l'origine il n'a pas voulu s'attaquer aux racines du mal. Sans repartir de la nécessaire refonte complète des listes électorales (impliquant la réinscription individuelle de chaque électeur, soit moyen d'extirper définitivement la fraude), force est de constater que Paris n'a pas osé poser le problème clef «la main mise de l'appareil claniste sur l'île». Refusant d'ordonner des enquêtes financières approfondies sur la gestion des organismes publics et des municipalités, négligeant de déplacer ou de sanctionner les principaux responsables en place à l'époque giscardienne, Mitterrand et Defferre ont cru pouvoir apaiser la jeunesse corse en colère en lui offrant le hochet d'une Assemblée Régionale; dans le même temps, ils prenaient bien soin de ne pas froisser les notables pour qu'ils puissent continuer leur petit jeu politiciard et leurs magouilles, déjouant ainsi beaucoup de ceux qui avaient repris espoir après le 10 mai.

Déjà l'élection du Président de l'Assemblée, le 20 août, avait constitué un premier avertissement: le «radical de gauche» Prosper Alfonsi triomphait d'une courte tête grâce à de savantes manœuvres de couleur, donnant à la «gauche» une présidence illusoire puis-que sans majorité stable. Depuis lors, l'Assemblée est comme paralysée, malgré les excellentes initiatives prises par

certaines de ses membres, le festival du film méditerranéen d'Ajaccio sur l'impulsion de Maître Lucien Felli, président UPC de la commission intellectuelle, le débat sur les incendies de forêt ou le vœu hostile à la mise en service de la centrale thermique du Nazio, très polluante et techniquement inutile.

Triste Assemblée d'ailleurs, sans local adapté (refugiée dans un hôtel loué à un taux exorbitant), sans personnel (les vice-présidents se partagent à deux un bureau et une secrétaire), pas de documentation informatisée, sans budget de fonctionnement digne de ce nom, sans pouvoirs réels puisque ses attributions n'ont pas encore été définies dans le cadre de la loi de décentralisation dont le Parlement tarde à voter le second volet...

Pauvre Assemblée où l'on parle, où l'on parle, à défaut de pouvoir agir de façon concrète. Et pendant ce temps les deux conseils généraux clanistes se renforcent, multiplient les mauvais coups pour torpiller l'Assemblée rivale ou leurs censeurs sont actifs; les fonds publics continuent à être détournés et dilapidés sans vergogne par des notables incompétents (la municipalité de Bastia vient d'admettre avoir oublié de programmer des échanges sur deux extrémités de tunnel routier en construction dans le port...) sauf quand il s'agit de passe-droits et de «gouverner». Ces clans engraisent et se servent; le peuple corse attendait autre chose...

Un mal multiforme

Devant ce gâchis il n'est pas étonnant que les indépendantistes du FLN aient repris le chemin de la clandestinité et fassent à nouveau parler le plastic.

Quitte à racketter, quitte à blesser, quitte à tuer...

C'est logique et très dangereux: malgré des analogies certaines (et d'abord la situation coloniale), il ne faudrait pas pousser trop loin le mimétisme avec le FLN algérien qui prélevait un «impôt révolutionnaire» sur les Algériens vivant en métropole, leur permettant ainsi de participer à la lutte de libération nationale. Les méthodes du FLN corse sont pour l'instant plus proches du racket classique, frappant les seuls continents établis dans l'île (ou leur présence fait problème au département dans la mesure où ils participent au pillage colonial des richesses insulaires et empêchent de jeunes corses exilés de rentrer), rasquant de cautionner des activités de pur banditisme de bandes de petits truands camouflées sous l'étiquette FLN.

Ces méthodes risquent enfin de dresser les Corses les uns contre les autres, de rompre la traditionnelle solidarité insulaire. Et l'on ne peut masquer le danger d'une dérive raciste. IFF (I Francesi Fora — Les Français dehors) mais aussi IAF (I Arabi Fora). Ces slogans apparus sur de nombreux murs dans le courant de l'été inquiète: une lutte de libération nationale peut-elle être teintée de racisme à rebours? Certainement pas.

Le FLN s'engage dans une impasse politique et sociologique, sans réelles perspectives politiques à long terme contrairement aux autonomistes qui voient dans un statut d'autonomie interne une étape historique transitoire, nécessaire à la reconstruction économique.

que et humaine de l'île bouleversée et estropiée par les méfaits du capitalisme sauvage et du colonialisme français. Cette démarche est progressiste en ce qu'elle entend donner au peuple corse le choix et les moyens de son avenir; celle du FLN est au mieux romantique, au pire confusionniste.

Il serait pourtant trop facile d'imputer aux militants du FLN l'entière responsabilité de la violence actuelle. Il n'apparaît en fait que comme un épiphénomène d'un mal multiforme en Corse: la violence c'est celle des clans qui ont condamné l'économie de l'île au dépeuplement et des générations entières de jeunes Corsais à l'exil; la violence c'est celle de l'Etat français, et pas seulement celle des CRS: violence de l'école imposant brutalement une culture artificielle, étrangère à l'environnement de l'enfant; violence de l'armée, de la Légion et de ses déserteurs égoïstes de bergers, violence surnoise des petits chefs au comportement raciste à l'Institut du Cancer de Marseille on dit aujourd'hui ouvertement que les médecins corses sont conceptuellement incapables de diagnostiquer cette maladie et de la soigner, ce qui est partiellement vrai puisque les deux hôpitaux de l'île n'ont pas l'équipement nécessaire, d'où des allers-retours épuisants entre l'île et le continent pour les malades et leurs familles).

La violence du fric

La violence c'est celle du fric qui rachète des villages entiers pour en faire des résidences secondaires occupées pendant un mois par leurs propriétaires de l'Europe du Nord opulente, du fric qui bétonne des kilomètres de plages, du fric qui permet de parader de façon insolente dans une population pauvre (riche de 250 000 habitants, la Corse doit accueillir dix fois plus de touristes chaque été).

La situation coloniale génère la violence partout et toujours: son éradication passe donc par la remise en question de cette situation, processus long, difficile, qui demande à la fois la mobilisation des Corsais contre les forces du passé, les clans, et celle de l'Etat qui a vis-à-vis de l'île un devoir de réparation historique. Cela prendra des années, des décennies sans doute, encore faut-il que Paris en ait la volonté. Six mois ont déjà été perdus, c'est beaucoup, beaucoup trop dans une société profondément malade, prête à se laisser entraîner dans la spirale de la violence armée incontrôlée. La vraie victoire du FLN, c'est sa reconnaissance officielle par l'envoi d'un «super-fric» dans l'île, le peuple corse a-t-il quelque chose à gagner à la réception de tels renforts?

J.C. Cassard.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement un réabonnement
 - ordinaire : 70 F (1)
 - de soutien à partir de : 90 F (1)
 - étranger : 85 F (1)
 - étranger par avion : 105 F (1)
- à partir du N° inclus

- Cijoint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement un réabonnement
 - ordinaire : 50 F (1)
 - de soutien à partir de : 60 F (1)
 - étranger : 80 F (1)
 - étranger par avion : 75 F (1)
- à partir du N° inclus

- Cijoint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

(1) Rayer la mention inutile

Le véritable projet de la plupart des Haïtiens qui fuient leur pays aujourd'hui est de trouver une terre qui leur assure liberté et travail.

C'est en effet une des caractéristiques fondamentales de la problématique haïtienne: les hommes ou les femmes qui mettent leur vie en péril pour quitter leur «terre sans espoir», seuls la plupart du temps, poursuivent un double objectif: assurer leur sécurité menacée par les Tontons-Macoutes, bras armés quotidiennement présents d'un système répressif, et assurer en même temps la survie de leur famille, de leurs enfants en particulier, en Haïti.

Quelques-uns viennent s'échouer au rivage de ce qui fut l'Empire Colonial Français.

Dans les Antilles françaises

On estime à plus de 10 000 le nombre des Haïtiens qui ont cherché refuge dans les Antilles françaises: 5 000 à 6 000 en Guadeloupe, 2 000 à la Martinique, 3 000 dans la partie française de l'île de Saint-Martin (1).

Quelques-uns sont arrivés en bateau, mais la plupart d'entre eux viennent en avion. Si le voyage de ces Boeing People est moins périlleux que celui des boat people, il est aussi beaucoup plus cher puisqu'ils doivent en général déboursier près de 2 000 dollars qu'ils trouvent chez les usagers haïtiens et dans des agences de voyage très spéciales qui s'adonnent à ce commerce lucratif. L'importance de cette dette et les besoins de leur famille restées au pays vont les entraîner à accepter, là encore, les pires conditions de vie et de travail.

La population exilée est composée en majorité d'hommes jeunes de 25 à 30 ans en provenance de zones rurales. Leur statut légal n'était pas très clair jusqu'en juin 1981, très peu d'entre eux disposaient d'une carte de travail et si l'on utilisait au maximum leur travail, on leur faisait aussi comprendre que leur présence était seulement tolérée. Après les directives du Ministre Français de l'Intérieur en juin 1981, il semble que les permis de travail leur soient maintenant plus facilement accordés.

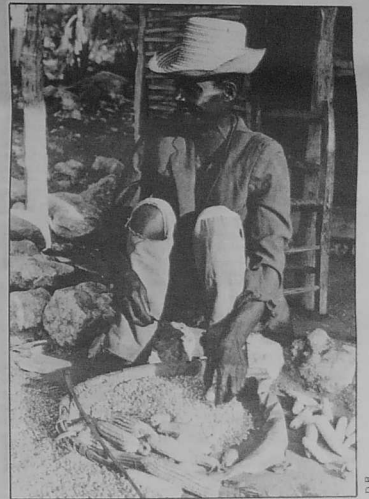
Avant vécu la terreur et la misère en Haïti, ils cherchent par tous les moyens à éviter les chocs avec les pouvoirs publics et les conflits avec la population. Repliés sur eux-mêmes, faisant silence sur leurs souffrances, sur la misère et l'exploitation de leur pays, ils n'ont qu'une obsession: trouver un emploi et un salaire, quel qu'il soit, pour l'envoyer en Haïti. Aubaine pour les planteurs de canne, cette main-d'œuvre haïtienne courageuse et peu revendicative permet de maintenir le prix du travail à son niveau le plus bas et de tirer encore quelques profits d'une industrie enclavée en perte de vitesse. En Guadeloupe se dessine un mouvement de solidarité envers les exilés haïtiens et une Association de Défense des Haïtiens vient de voir le jour.

Dans la partie française de l'île de Saint-Martin, la situation des Haïtiens est beaucoup plus dramatique: entrant sans visa par la partie hollandaise, les exilés haïtiens représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population autochtone (qui est de 6 000 personnes).

Conséquence, on dénonce actuelle-

BOEING PEOPLE OU BOAT PEOPLE :

La longue errance des réfugiés Haïtiens



ment une véritable chasse à l'homme contre les Haïtiens. Des témoignages reçus en octobre 1981 font état d'arrestations massives et de déportation vers Haïti.

En Guyane française

Ils seraient près de 10 000 (soit le sixième de la population totale!) assurant l'essentiel de la production agricole d'exportation. Dix mille «illégaux» qui doivent pourtant difficilement passer inaperçus, dont les planteurs guyanais usent aux maximum la force de travail et qui la hébercent «clandestinement» (?) dans des cabanes au fond de leurs plantations.

Tout un trafic d'hommes serait en place entre la Colombie, où les Haïtiens peuvent entrer sans visa, le Surinam et la

Guyane et il serait grand temps que les organisations humanitaires se penchent sur le problème — quasiment méconnu jusqu'à présent — des exilés haïtiens en Guyane.

Pour être relativement moins terrible qu'ailleurs à l'exception de Saint-Martin, le séjour des Haïtiens dans les départements français d'Outre-Mer reste toutefois plein d'incertitude. Quelle sera la capacité d'accueil de ces départements, quelles solutions au problème de l'exode haïtien à un moment où le taux de chômage augmente de façon inquiétante? (Source: Haïti Chita Fondé n°6 juin 1982)

(1) Migrations Haïtiennes dans les Antilles Françaises Laurence Heurbon — 1981.

LE MANHATTAN

BAR

26, Rue de l'Harteloire - BREST
Téléphone : 44.24.22

Ouverture 18 heures
Fermé le Dimanche

HENAUULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô
LESNEVEN
Tél. 83.00.15

LIBRAIRIE POBL VREIZH

18, rue Auguste-Kervern
BREST

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO



peintre
en
lettres

48, rue du Douaijac
29200 BREST
Tél. 02.61.41

iroise-décor

8, LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
TEL. 02.00.33

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS, PEINTS
TISSUS, MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

PEUPLES DU MONDE

TURQUIE

La démocratie des casernes

À l'heure où 91 % des Turcs viennent de nommer le général Evren Président de la République pour sept ans, un premier bilan officiel fait état de l'arrestation de 36 486 personnes pour « activité terroriste » depuis le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. 24 856 sont encore actuellement en prison. 143 condamnations à mort ont été prononcées. 21 exécutées et 204 cas de « morts suspectes » (torture, suicides, tentative de fuite) dénombrés. Dans ces conditions pourquoi la mascarade d'une élection sans choix, avec obligation de voter pour tous les recensés inscrits d'office sur les listes électorales suite à une vaste opération de bouclage policier à l'échelle du pays tout entier début septembre ? Sans doute pour que la masse indispensible des crédés US ne soit pas supprimée, les représentants américains ne donnant leurs dollars qu'à des pays aux apparences « démocratiques ». La Turquie et le Salvador, par exemple.

GUATEMALA

Fascisme anti-Indien

5 000 Indiens Cakchiquel et Quiché, comprenant des femmes et des enfants, qui ont fui devant une force armée de 20 000 soldats guatémaltèques, ont été enrôlés dans les montagnes près du village de San Juan Jilotepeque, dans la région de Chimaltenango. L'armée et le gouvernement guatémaltèque ont lancé plusieurs ultimatum, en menaçant les Indiens d'une attaque massive par air et terre — avec de l'artillerie lourde — s'ils ne se rendaient pas aux forces armées.

La campagne militaire dans cette région, qui s'est accentuée ces derniers mois, semble être destinée à diviser les Nations Cakchiquel et Quiché, qui sont les deux Nations indiennes les plus importantes en nombre du Guatemala et le cœur de la résistance face à l'armée guatémaltèque.

Le 4 octobre dernier, dans le village de Chiatulum, 300 Indiens Cakchiquel, hommes et femmes ont été assassinés après s'être rendus et être placés sous la protection de l'armée. La région autour de San Martin Jilotepeque et la ville voisine de Comalapa ont été les scènes de nombreux massacres et assassinats d'Indiens ces dernières années. Pratique-

ment tous les maires des villes et villages ont été enlevés et assassinés. Et une fraction importante du leadership Indien apparut lors des efforts communautaires de reconstruction après le tremblement de terre de 1976 — a été persécutée ouvertement par les « Escadrons de la Mort » gouvernementaux.

Lors de ces quatre dernières années, l'armée a affirmé son intention d'éliminer toute opposition dans la région, et un état de siège permanent a été établi. Depuis le coup d'État du Général Rios Montt au début de l'année 82, les termes « État de siège » ont été remplacés par ceux de « programme de pacification » et de « Homeaux Stratégiques ». Des termes déjà bien connus au Vietnam pendant la guerre d'agression américaine. (Source: CISIA).

ISRAËL

Des ambitions planétaires ?

Plus de 20 vendeurs d'armes israéliens sont installés en Amérique Centrale et en Amérique du Sud. Parmi leurs clients, on trouve le Salvador, le Guatemala, l'Honduras, le Chili, l'Argentine, la Colombie et Haïti. Le vente d'armes dans ces régions rapporte actuellement presque deux milliards de dollars par an, faisant de la fabrication d'armes une des premières industries israéliennes.

Israël est maintenant 3^e fournisseur d'armes en Amérique Latine, après les USA et l'Allemagne de l'Ouest.

Au Guatemala, selon l'Institut International pour la Recherche de la Paix, Israël a été un des premiers fournisseurs d'armes dans ce pays, de 1976 jusqu'à récemment. Ces armes sont des avions Arava, pilotes et entretenus par des techniciens et des pilotes israéliens; une artillerie légère telle que mortiers, bazookas et grenades à mains; des fusils Galil pour lesquels les USA ont fourni cinq millions de cartouches; un système de communi-

cations et, à la fin de 1980, un centre radar installé et contrôlé par des techniciens israéliens. Des cargaisons d'armes arrivent régulièrement au Guatemala.

Au-delà de l'aide militaire, Israël fournit également au Gouvernement et à l'Armée Guatémaltèques d'autres sortes d'aides plus meurtrières entraînant au terrorisme politique, guerre intellectuelle et psychologique. Une aide israélienne de cette sorte a déjà permis d'installer un centre de traitement d'information électronique pour les Renseignements Militaires, dans le Palais National.

En Afrique également Israël n'est pas en reste avec ses grands amis marocains, égyptiens et africains du sud: d'ici que les marchands d'armes français en prennent ombrage.

(Source: CISIA).

SALVADOR

Un sud-Vietnam économique ?

Un fonctionnaire de la Banque Mondiale constatait récemment qu'« on assiste à la création de la même économie artificielle, dont la survie est uniquement assurée par l'aide et les dépenses militaires des USA, qu'au Vietnam voici dix ans ». Englué dans une guerre civile atroce, comment le Salvador ne verrait-il pas son économie périr ? En 1980 et 1981 le PNB officiel a reculé chaque année de dix pour cent. Les champs ne sont plus semencés ou bien les récoltes sont brûlées par l'armée; les rares usines subsistantes manquent de matières premières ou d'énergie. Les richesses furent avec leurs capteurs (800 millions \$ sortis en fraude de 79 à 82), les prix montent et les salaires réels baissent (respectivement +12 % et -11 % en 1981). Washington investit à fonds perdus 350 millions \$ en 1982 alors que les réserves en liquide de la banque salvadorienne représentaient 2,5 millions en 1981 et l'armée des paiements bancaire 65,5 M \$.

BROCHURE AGRICOLE

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Nombre d'exemplaires :

Prix unitaire : 20 F (1)
+ 5,80 F de port
Prix de soutien : 50 F (1)

règlement par : • chèque (1)
• C.C.P. (1)
• Mandat (1)

C.C.P. RENNES 2365-78

(1) Rayer la mention inutile

NICARAGUA

TOUT NE VA PAS POUR LE MIEUX DANS LA MEILLEURE DES RÉVOLUTIONS

LE 19 juillet 1979, le dernier représentant de la famille Somoza se faisait virer par l'immense majorité du peuple du Nicaragua, la dynastie avait mis en coupe réglée durant quarante années. Date importante donc pour ce pays de l'Amérique centrale de plus de deux millions et demi d'habitants d'une superficie égale à un peu moins du quart de l'hexagone.

Mais aussi date notable pour l'Amérique latine (qui va de la Terre de Feu à la pointe nord du Mexique) qui voyait un de ses pays réussir sa révolution. Événement suffisamment exceptionnel dans cette partie du monde où les dictatures fascistes — militaires ou non — se taillent la part du lion, pour que le parti du peuple nicaraguayen soit aussitôt suivi au jour le jour par ses voisins petits et surtout, grands.

Parmi lesquels les États-Unis dont la vision de ce nouveau non-aligné soutenu par Cuba, donnera des boutons à une administration nord-américaine peu encline à tolérer les affirmations d'indépendance d'un pays qu'elle avait pris l'habitude d'exploiter, via Somoza.

Points sensibles

Education (1), production, défense, telles seront quelques-unes des directions maîtresses du nouveau pouvoir nicaraguayen de coalition, ou domine le Front Sandiniste de Libération Nationale qui dirige en fait le pays par le biais d'une junte militaire de neuf membres. Un « poder popular », dont nous aurons pu constater le caractère, populaire, à l'occasion d'un voyage au Nicaragua en mai 1981 (2).

La nouvelle organisation de la société donne en effet large parole au peuple, puisque c'est lui qui a fait « sa » révolution. Les oppositions peuvent s'exprimer, la peine de mort et la torture sont officiellement abolies.

Tout ne va cependant pas pour le mieux dans la meilleure des révolutions. Nous parlons de défense et de production: c'était évidemment les deux points sensibles de la reconstruction entreprise. Les régimes politico-militaires entourant le Nicaragua lui sont hostiles (certains, comme le Honduras accueillent et entraînent des milliers d'anciens gardes nationaux de Somoza, et le pays, ravagé économiquement, souffre cruellement du manque d'aides immédiates dont il aurait besoin. Celles de Cuba, d'URSS, de certains pays Européens et d'Amérique latine voient une partie de leurs efforts annulés par les blocs économiques auxquels se livrent d'autres nations à l'encontre du Nicaragua, comme en premier lieu l'administration Reagan.

Guerre des nerfs, guerre de la faim, guerre tout court (à la frontière avec le

Honduras; les escarmouches se sont transformées progressivement en véritables combats), le Nicaragua voit peu à peu diminuer le nombre de ses chances de parvenir au bout du tunnel. Et ce quelle que soit la force de l'élan d'un peuple.

En février-mars 1982, environ 8 000 Indiens Miskitos, Sumos et Ramas habitant le côté atlantique de part et d'autre de la frontière hondurienne, sont « déplacés » vers le sud par la junte sandiniste. Raison invoquée: c'est une mesure de protection, la lutte armée s'intensifiant dans le secteur. Précisons que cette population indienne n'a jamais été véritablement intégrée au processus révolutionnaire — son expérience du somozisme ayant été différente et nettement plus vivable que celle de la population côté Pacifique.

Faillies

Cette période est aussi celle durant laquelle l'environnement géo-politique du Nicaragua ne s'adapte pas au



Photo: Le Peuple Breton

Pedro J. Chamorro et Antonio Cuadra, directeur adjoint et directeur du quotidien d'opposition « La Prensa », lors d'une conférence de presse au siège du journal, à Managua.



Photo: Le Peuple Breton

Daniel Ortega, coordonnateur de la junte, et Eden Pastora, Cot Zéro, en mai 81. L'un est resté, l'autre est parti.

contraire, coup d'État musclé au Guatemala, élections mouvementées de l'Assemblée constituante au Salvador.

16 mars 82, proclamation de l'état d'urgence au Nicaragua, avec les restrictions d'expressions qu'une telle mesure comporte (par exemple, le journal d'opposition « La Prensa » devra soumettre chaque jour son édition quotidienne à la censure).

Autre faille, moins d'un an plus tôt, la rupture d'Eden Pastora (le « Commandant Zéro », un des hommes forts de la révolution) qui, avec Alfonso Robelo, ira constituer au Costa-Rica l'Alliance Révolutionnaire Démocratique, parti anti-sandiniste.

La religion également. Si pour nombre de Nicaraguayens, être catholique et communiste n'est pas envisageable, être chrétien et révolutionnaire sont deux attitudes compatibles. Témoin les quatre « prêtres-ministres » du gouvernement, témoin aussi les « prêtres » sur le terrain, au contact de la pauvreté et des conséquences des ravages somozistes sur le peuple, qui adoptent cette philosophie. Ce qui n'est pas le cas de la haute hiérarchie de l'Église nicaraguayenne et du Vatican dont les prises de position (à l'encontre des quatre ministres notamment) ne sont guère encourageantes quant à la poursuite d'une œuvre humanitaire.

Efforts « yankis »

Faille encore, que les difficultés à bâtir une économie vivable, quand une partie des cadres et chefs d'entreprises, en désaccord avec la gestion des sandinistes, prend la fuite de l'air. Ce qui ne fait que réduire (cercle vicieux) les potentialités d'un encadrement technique faible à l'origine (et pour cause).

Il semble donc qu'on assiste au lâchage progressif de quelques-uns (et non des moindres) forces qui à l'époque étaient alliées pour mener à bien la prise du pouvoir de juillet 79.

Le tout est de savoir quel poids aura cet abandon: intensifiera-t-il ou non l'isolement du pays? Lequel ne peut qu'entraîner le durcissement d'un régime pourtant peu destiné à l'origine à une telle attitude, puisqu'étant avant tout populaire. Ajoutons à cela la nette augmentation des efforts « yankis » à destination du pays à l'intérieur (via la C.I.A.) et à l'extérieur (fournitures d'armes et entraînement d'anciens somozistes) qui ont abouti à l'état de guerre actuel, et l'on comprendra pourquoi la réussite de ce gigantesque coup de poker d'un peuple est compromise.

P. Gallais

(1) En 1980, le taux d'analphabétisme tombe officiellement de 50 % à 13 %.
(2) Lire les « Feuille Breton » n° 210, 211 et 212.

SOCAL Meubles
Guillier-Chevé
 VANNES - GRANDCHAMP - LOCMINÉ

IMPRIMERIE DE L'IROISE
 Rue François-Létré, BREST - Tél. 02.28.74
OFFSET - QUADRICROMIE
 Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

LE CALENDRIER 83
DES PRÉNOMS BRETONS EST ENCORE EN VENTE !



1983

Tout en breton
 Un superbe calendrier
 poster (52 x 74 cm)
 30 F. franco, à :
 U.D.B., B.P. 304
 29273 Brest Cédex

SNACK-BAR
 Place de la Liberté
 Téléphone : 80.19.19
 Ouvert de 12 h à 24 h.

SNACK-BAR
RECOURVANCE
 Téléphone : 45.08.50
 Ouvert JOUR et NUIT

CRÊPERIE TY-BREIZ
 ses spécialités, krampouz ha jister-mad
 15, rue duquesclin tél. 37.91.20 Lannion

B.D.

ENCORE UN RACISTE !

Daniel Riche est probablement un maître à penser de la B.D. puisqu'il écrit, critique et juge dans « l'Année de la B.D. » qui a, pour les connaisseurs, la valeur d'une bible.

Daniel Riche est un esprit tout à fait élevé, qui répugne à descendre au niveau subalterne des tentatives de B.D. nationalitaires. Et qui se permet des jugements définitifs comme celui-ci :

« D'abord, se méfier du régionalisme qui n'est jamais qu'un nationalisme aux vues étroites. Redouter la province et ses trains de retard. Fuir l'Occitan, le Corse ou le Breton qui occitane, corsique et bretonnise. Mais, respecter, tout de même, les cultures, les histoires de ces petits bouts de France qui étrennent encore lorsque Paris s'enrhume.

Les régions sont à la mode. Belle revanche pour les instituteurs bretons dont la pluie était, naguère, la seule distraction. Ce petit peuple frieux que le progrès effraye et la nouveauté déconcerte, peut désormais se réfugier dans son passé la tête haute et le béret fier. Paris n'a qu'à bien se tenir. La France des curés et des médecins de campagne entend dire elle aussi quelle existe. Et pour un excellent cicérone ».

On aura apprécié la cohérence, et on aimera sûrement ce verdict concernant « Frlouze » dont la plume du Riche en question ne daigne même pas écrire le titre et qu'il qualifie de « dimes-triel bretonnant échappé en droite ligne d'une communauté d'éleveurs de chèvres antinucléaires que nous appellerons Patzouille pour la commodité de l'exposé. Quand la BD d'Ille-et-Vilaine se dote d'un périodique pour absorber le trop plein de la lumpen-production locale, cela fait mal comme lorsqu'un cabotin ridicule fait le pitre sur le trottoir pour ramasser quelques pièces. Alors, la décentralisation, une utopie ? Pire : une utopisme ».

Allons, au train où c'est parti, Daniel Riche finira bien par découvrir Bécassine. On attend avec impatience son papier de l'an prochain... J.G.

pb.service

Partution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

- M.C.R. :**
 - À la Maison de la Culture de Rennes — Théâtre : les 10 et 11, «Boleslav Poljka «Pepe», les 12 et 13, 5^e week-end «Le corps comique», le 24.
 - «Mariage blanc», du 25 au 27, Théâtre de la Mie de pain — Jazz-rock : les 16 et 17, Charlelie Couture — Cinéma : du 15 au 17, «Mourir à Belfast» et «Le Messager» du 22 au 24, «Derzou Ouazzar» et «Larmes de sang» — A.Ubu, les 9 et 10, Jazz avec Sylvester et Vidal, le 13, John Cale, le 16, Guy Parigot, Séance, les 18 et 19, Clair Obscur, Rock, les 23 et 24, Calo/Cubitsch (Rens. 99.30.30.75)
- Au Seizh Avel :**
 - Au café-animations de Korfot-Prad — le 4, Irène Irio (de Planity), le 11, Jean-Claude Asselin trio, le 25, récital Padrig Ewen et Bleiz Ruz.
- La Presse au C.N.C.C. :**
 - Film, expositions, débats, sur la Presse jusqu'à 10 février, à Nantes, au C.N.C.C. ; le 6, «Quelle(s) radio(s) en Basse-Loire», le 9, «Quelle TV ? (sous réserve) — Rens. au 40.47.17.86.
- C.R.I.D.E.V. :**
 - Le 17, à Rennes à l'Arvor. «Plusieurs fers au feu» — un parallèle de trois techniques de travail du fer en Indonésie, film de la TV néerlandaise.
- Cinéma :**
 - À la M.J.C. du Grand Cordel à Rennes, le 11, «Ivan le Terrible» de S.M. Eisenstein, 1^{er} et 2^e parties, le 4 mars, «Sensò» de Luciano Visconti.
- L'autre lieu :**
 - Spectacle Multivision sur l'Irlande, «l'Autre Ile», le 10 à Paimpol, salle des fêtes, le 15, au Théâtre municipal de Quimper, le 17, au théâtre de Morlaix.
- Expositions :**
 - Jusqu'au 12 fév., bibliothèque municipale de Redon, expo des cerfs-volants de Michel Bernard.
 - Au Centre d'Action Culturelle de Saint-Brieuc, jusqu'au 27 fév., 1983, Travaux d'artistes en Bretagne» et «Le soleil d'un point de vue «hélio-centrique», jusqu'au 13 fév. «Les mains regardent».
 - En fév., Copy Art avec Pierre Fabier, M.J.C. du Grand Cordel à Rennes.
- Les femmes dans la création**
 - Du 25 février au 30 mars, la M.C. de Rennes donnera la parole aux femmes. Parmi les manifestations (danse, théâtre, musique, arts plastiques, ...) : «La femme et la création», 1^{er} mars, Cinéma avec «Trois femmes» et «Loves». Du 1^{er} au 5 mars, «Voix de femmes des pays celtés» : le 1^{er}, Kathleen Mc Donald (Ecosse), Madalen Burfandau (Bretagne), Claire Kilgallon (Man), Hâf Watson (Galles) ; le 2^e, Conférences, «La femme celte dans la préhistoire», et «Le statut juridique de la femme dans la société celtique» ; le 3^e, Claire Kilgallon, Noim Na rain (Irlande), Anne Auffret ; le 4, les Hébrides et Western Isles, Flora Mac Neil et Margret Mary Mc Innes (Ile Barra), Christine Primrose (Ile de Lewis) ; le 5, Matino le Mapihan (Chants pays gallo), Brenda Wooton ou Karen Trennel (Cornouailles).
- Brenda Wooton**

- Alertes agricoles :**
 - Attn de mieux faire connaître aux agriculteurs le service qu'ils peuvent attendre des avisements agricoles, le Service de la Protection des Végétaux édite trois bulletins «Cultures maraichères de serre, cultures légumières de plein champ et pommes de terre», «Céréaliers», «Pépinières, Espaces verts, arboriculture fruitière», qui précisent les méthodes de lutte contre les ennemis des cultures, en indiquant les précautions d'ordre culturel à respecter et les produits à employer (rens. 290, rue de Fougères, 35000 Rennes, tél. 99.36.01.74).
- Pellets annonces :**
 - Cherchez correspondants (ou correspondants) en français de 16 à 26 ans, de Celtic ou de toute autre minorité européenne dans le monde (Saharous, Américains, Catalans, etc.). Adresse : Michel Grassiot, 9 Grande-Rue, La Mairie-Thillot, 68160 Le Thillot.
 - Vendez vélo Retno Peugeot, trois vitesses très peu servi, très bon état. Prix à débattre. Cedei, pour cause mutation à Montfort de Bretagne, J.L. Lahnez, 22, avenue du Cot Chancel, St-Marc-sur-Mer, 44600 Saint-Nazaire — Tél. le soir : 40.63.84.48 ou à Nantes 40.43.90.68.



Padrig Ewen



Job Philippe

D.R.

RCA



Ça faisait bientôt six mois que, tous les jours, pendant 17 heures, des voix pour beaucoup jusque-là inconnues causaient à la moitié (v. encadré) de la Bretagne. L'histoire ne dit pas si toutes les oreilles de cette moitié-là restaient pendues au poste les deux tiers de la journée. Probablement pas. Mais à lire ou entendre les réactions pour ou contre cette radio locale de Radio-France, elle était — et est — pas mal écoutée.

Ce vingtième «*Jour avec...*», nous avons été le passer à Quimper pour renverser la vapeur: poser à notre tour des questions à ces voix — dont le lecteur nous pardonnera sans doute volontiers de lui dévoiler les visages...

Très peu de cloisons dans la salle de... au fait, comment faut-il l'appeler? A gauche, une longue enfilade de tables occupées par des journalistes, à droite, idem, mais ce sont les animateurs qui s'y trouvent. Au milieu, une large surface libre de meubles qui fait office d'allée conduisant au studio, et sur laquelle tout le monde passe, s'arrête, cause, animateurs, techniciens, journalistes, secrétaires, visiteurs, directeurs. A défaut de pouvoir lui coller une seule étiquette (salle de travail mais aussi d'accueil), appelons-la la grande salle — ses dimensions (une quinzaine de mètres sur dix, à vue de nez) la rangeant dans la catégorie hangar plutôt que kitchenette.

10 h 30. On est dans la «tranche» d'Anne-Marine. Elle a terminé «Service compris» et a entamé «La couleur du temps». Avant elle, et depuis 6 h, la tranche du matin, la plus découpée de la journée: infos, jeux, musiques, chansons, chroniques, annonces se sont succédé à un rythme soutenu.

Arrivée en régie où, assis sur un haut tabouret à roulettes, le technicien est aux commandes d'une floraison de boutons et fiches multicolores, actionnant les platines ou demarrant les bandes enregistrées selon le plan de l'émission. De l'autre côté de la double vitre, une grande table ronde au centre de laquelle sont fixées en éventail de longues perches munies d'une demi-douzaine de micros. En ce moment, seuls deux sont utilisés: celui d'Anne-Marine et de son invité François Budet. «Au mi-temps de la vie», c'est le titre du dernier 30 cm que vient présenter le natif de Plaine-Haute. Tout un programme.

A 11 h 00, Rémi Darrien vient s'installer pour «Mesk ha Divesk», émission de deux heures durant laquelle il se livre à cet exercice difficile: le bilinguisme.

A son bureau (ou plutôt à sa place vu le métrage de la table), Anne-Marine prépare l'émission du lendemain, et des autres jours. Même si, depuis six mois, elle n'a jamais été en panne d'invités — connus ou inconnus — avoir quelqu'un au micro chaque jour, demande du temps de préparation. A la question «Ça se passe comment?», c'est le «Pas mal, merci» qui est répondu. «Quand je suis arrivée à R.B.O., je n'avais aucune envie de faire du presse-disques, mais être près des gens. L'outil est sûr place, les auditeurs peuvent facilement en pousser la porte, c'est important. Pour moi, la radio, c'est faire le pont entre des gens, faire ressortir des personnes qui sont peu connues sur la place publique, qui sont généralement passionnées... même avec la peur du micro!»

Question boulot, l'animatrice (mais aussi la journaliste) jonglerait bien avec deux formules. La sienné, l'émission en direct, et l'autre qui consiste à partir en reportage. Un souhait qui se heurte à des obstacles de temps (rythme du travail) et d'argent (problème de budget pour la production).

Faut pas déconner

Au premier étage, le bureau de la direction. En son de fond, en son «d'accompagnement» on entend une radio — devinez laquelle? — R.B.O. (wo-wo) La

UN JOUR A R.B.O./R.B.I.

Six mois seulement, et déjà propre !

Bientôt dix

station a maintenant six mois d'existence et compte neuf journalistes, autant d'animateurs, huit techniciens et quatre administratifs... ce qui doit nous faire dans les trente permanents, sans compter les correspondants, pigistes et auxiliaires dont la liste commença à s'étoffer. En prévision, la création d'un poste de journaliste basé au studio annexe de Brest.

L'augmentation des effectifs vient progressivement, mais n'est pas évidente à réaliser surtout en cette période de restructuration: «Rien que la reprise des stations FR3 dans l'hexagone par Radio-France a impliqué l'embauche de 117 journalistes», explique René Abjean. Pour le directeur de R.B.O., avoir obtenu un financement pour une aide à la production, relève un peu de l'exploit: «Le budget est plutôt serré. Le plan de développement de Radio-France prévoit évidemment de consacrer des budgets aux nouvelles stations, ce qui limite provisoirement les ambitions de développement de celles déjà existantes (1).

Ce qui n'empêche pas d'autres ambitions d'avoir pu se réaliser. Au chapitre desquelles on pourra retenir l'abandon (ou plutôt l'absence d'adhésion) réussi de la «monotypie». Yves Quentel, directeur des programmes, explique: «Au départ, nous n'avions aucun repère en Bretagne. Il a fallu inventer une formule. Et il n'était pas question de calquer un monotype de radio, autrement dit un modèle standard, dans ce pays à l'identité très précise».

Un avis également partagé par Rozenn Milin, animatrice bilingue: «A Paris, ils ont créé un schéma type applicable à chaque département — à l'origine, chaque radio est conçue pour être départementale. Or, vu la surface que nous couvrons, on est une radio semi-régionale. Sans compter qu'en Bretagne, la vie culturelle (pour ne prendre que celle-ci) est autrement foisonnante qu'en Creuse, faut pas déconner!».

C'est donc tout naturellement que, voici deux mois ce jour, le 19 novembre, l'inter-syndicale «CFDT/CGT» de R.B.O./R.B.I. après avoir noté la participation de 70% du personnel de la station à la grève de Radio-France, avait approuvé une motion concernant les radios décentralisées de la Société. Motion réclamant notamment: «L'abandon du modèle standard qui ne tient pas compte des particularités locales et la reconnaissance de l'identité propre à chaque station».

Dans la grande salle, on s'agitte pas mal du côté du bloc de la rédaction. Deux, trois machines à écrire, imprimant de grandes lettres (ce sont les «caractères radio», permettant de lire plus aisément) sur les pages qui seront lues à l'antenne dans quelques minutes, au journal de 12 h 30 qui présentera Pierre Portais. Durant la matinée, on aura aussi vu les journalistes (ainsi que les animateurs qui font de la production), debout aux tables de montage celles-ci permettent de ré-écouter les bandes d'interviews réalisées, les rédacteurs choisissant ensuite les extraits qui seront diffusés.

Informations lues, enregistrées, téléphonées, en direct ou non, depuis six mois le journalisme en Bretagne s'est enrichi de cette dimension de l'éventail: à l'heure ou la demi-journée après qu'il ait eu lieu. Un exemple, le 17 janvier, Pierre Mauroy était à Brest. La visite se terminait vers 17 h, il en était rendu compte dans les journaux de 18 h 30, 22 h 30 et ceux du lendemain. Même si, comme nous le soulignera, dans l'histoire Pierre Andro: «La rédaction ne dispose pas encore des moyens de prévoir des enquêtes, des magazines. Actuellement, nous ne pouvons travailler qu'au jour le jour». Pour le directeur de l'information: «Avec le rythme imposé aux rédacteurs, il faudrait qu'on soit douze ou quatorze pour faire du beau boulot, ce qui permettrait en plus de prendre les jours de repos, de consacrer plus de temps à aller sur le terrain et donc à personnaliser davantage l'information, par le biais d'images sonores. Prenez par exemple le chômage. Si vous êtes à l'antenne, le chômage c'est tel chiffre, ça ne veut pas dire grand chose. Par contre, si vous commencez par: le chômage, c'est ça, écoutez l'un d'entre eux. Là, ça signifie quelque chose pour l'auditeur».

Manque de moyens, et surtout d'effectifs donc pour que l'information accroche l'auditeur quotidiennement. Du côté de l'intersyndicale CFDT/CGT, des journalistes la vision des conditions d'une meilleure information est sensiblement différente: «Bientôt, nous allons être une équipe de six permanents. A ce niveau des effectifs, ça commence à devenir visible. Mais on pense plutôt que la crédibilité et l'assise de la station ne commencera à être atteinte (et là, nous insistons, en français et en





qu'avec maintenant trois permanents (plus un auxiliaire de rédaction) il doit pouvoir y avoir possibilité d'augmenter les 20 à 30 minutes d'informations en breton quotidiennes (70 à 80 minutes en français).

En ce jour de visite à R.B.O. (3), la décision sur le nom du journaliste qui doit aller à Brest n'est pas prise. Un bretonnant? «Je m'y refuserais» dit Bernéz Graill. «L'actualité, notamment sociale est très riche, j'aurais pas mal de papiers... en français à balancer à Quimper ou la rédaction bretonnante serait donc réduite. Par contre, si on peut faire admettre qu'il faut être deux à Brest (chiffre tout à fait justifié) dont un bretonnant, là on peut discuter».

Les «Kelaer Breizh» font de quatre à sept minutes chacun. B. Graill explique que les faire à deux voix, comme aujourd'hui Annaig (Kervella) et lui, ça augmente le temps d'antenne, lequel pourrait passer à dix minutes dans chaque bulletin si le journal à deux se systématisait. «Au niveau de la rédaction, ajoute-t-il, il y a clarté là-dessus. Personne n'ira imaginer que le breton à l'antenne n'est pas important. Depuis l'arrivée de Bernéz Rouz, on dit qu'il faut un bulletin en langue bretonne le dimanche soir. Et d'ici quelques mois, notre objectif est un bulletin en breton tous les jours à 22h 15».

Bilinguisme

Langue bretonne, mais partie animée avec Rozenn Milin. Même démarrage que précédemment. «C'était net qu'il y avait des ignorances parisiennes

au départ. Pour eux, il y avait une demi-douzaine d'intellos qui causaient breton. C'était le bilinguisme-à-foi, vu que ça ne pouvait pas aller au-delà du «bonjour» en breton et de «kenavo». Mais ils sont venus ici, ont été soufflés de voir des gens parler en breton, et ont changé d'avis».

En ce qui concerne les effectifs insuffisants, Rozenn rappelle qu'il y a eu pas mal de monde à se proposer, mais très peu savaient parler dans un micro, très peu avaient une formation. Cependant, la station essaie à son niveau de remédier à la situation: ceux et celles qui viennent causer dans le poste le week-end ne sont pas pros, ils se forment sur le tas. Suggestion de l'animatrice: ça ne serait pas trop compliqué que des stages de formation soient assurés par Radio-France.

Quant à la pratique du bilinguisme, c'est une des bonnes surprises qui a été réservée R.B.O./R.B.I.: «C'est certain que passer du français au breton, ça correspond à une réalité en Bretagne», dit Rozenn. «L'idée est née avant que la direction démarre. Il s'agissait de contribuer à sortir le breton de son ghetto: changer des émissions «réservées» aux bretonnants. Personnellement le bilinguisme — dont la gymnastique n'est pas évidente! — ne me satisfait pas. C'est une formule bâtarde. Mais même si ça ne me plaît pas, même si c'est frustrant pour des bretonnants, il faut être réaliste. Parmi ceux qui nous écoutent, combien de gens qui apprennent le breton, qui en savent seulement un peu, qui l'ont dans l'oreille mais qui seraient incapables de suivre une émission d'une heure? Il y en a plus qu'on ne croit. Ce qui ne doit pas nous empêcher de réclamer davantage de breton sur R.B.O.»

Media nouveau

«On va repartir avec le kamikaze du rock-scoubidou qui vient le 11 février à la M.J.C. de Douarnenez. Tom Novembre!» Qui c'est cet individu? Je demande à Kristian Gonideg. Réponse: le frère à Charlette Couture.

Le barbu «d'Entre Chien et Loup-entame sa quatrième demi-heure quotidienne... et nocturne. Sous le micro, un «conducteur» posé sur la table: c'est une feuille de papier où les titres des chansons sont inscrits à l'encre rouge. Aucune note, tout dans la tête pour les présentations des morceaux qui ne se limitent pas au titre et à l'interprète. Ça dure parfois trente secondes, et ce n'est pas du bavardage. On apprend pas mal de choses sur les artistes qui passent. Surtout qu'il n'est pas tellement du genre à bomber dans le hit-parade, l'animateur: chansons, folk, blues, jazz, alternent. Avec des noms qu'on n'entend pas souvent: Jacques Perkaïnt, Patrick Denain, Jacques Bertin, Lacombe et Asselin... Avec des noms très connus aussi. Le jeudi soir, ce sont 1 h 30 de «Bulles de nuit», on parle B.D. en compagnie de Corinne. Une chose à développer: faire des directs dans les cabarets, parce que «C'est finalement là que tu peux rencontrer la musique qui vit, à côté des grosses machines qui tournent».

23 h 00 et des poussières: ferme le ban Deux, trois mots d'Yves Quantel. «Je pense que c'est évident que R.B.O. — même avec ses imperfections — a répondu à une grande part de l'attente du mouvement culturel breton. A nous de prouver qu'on peut aller plus loin, qu'on peut devenir un média nouveau dans le paysage audio-visuel. On peut évaluer à un an la première étape de ce qui est encore une expérience».

A dans six mois, donc.

Pierre Gallias.

(1) Lire encadré

(2) Ce que font pas mal de radios libres. La musique diffusée pratiquement en permanence permet notamment aux magasins se branchant sur ces radios de ne pas avoir à composer et à renouveler un programme de cassettes d'ambiance.

(3) Rue de F'al Kirk à Quimper. Tél. 98.55.32.00 et 55.65.65. Émetteurs: Roc Tredudon, 93 MHz, Quimper, 98.6 MHz, Brest, 99.3 MHz, Quimper, 96.6 MHz, Palmpol, 96.9 MHz.

REPORTAGE PHOTOS : LOUIS BLONCE

- P. 24 - Haut : Annaig Kervella - Milieu : Bernéz Graill et Rozenn Milin - Bas : Bruno et Jean-Pierre
- P. 26 - Pierre Carn et Annaig Baillard
- P. 27 - Georges Cadou.
- P. 28 - Gauche : Rémi Derrien - Haut : Philippe - Bas : Thierry - Droite: Kristian Gonideg



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsque le manifestant le désire.

La main sur la Ligue

Nous publions la lettre de démission envoyée par Mme Gentilhomme et M. Gourvès (section de Brest) à Henri Nogueres, président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen.

«Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous donner un compte rendu global de nos activités au cours des dernières années: nous avons témoigné dans de nombreux procès d'objecteurs de conscience (Fanch Hénaff), de renvoyés de livrets militaires: nous avons également déclaré des débats concernant la justice militaire: ex. nous avons témoigné contre les tribunaux d'exception, la Cour de Sécurité de l'Etat, ceci au cours de procès de militants autonomistes coupables ou non de faits, car ces tribunaux ne faisaient pas le détail; nous avons fait des enquêtes concernant certains interrogatoires particulièrement musclés ou douteux (torture sur Herjean, états semi-comateux sur Herjean).

A l'occasion de la marée noire, l'état d'exception et d'enlèvement par la troupe supprima une partie des libertés, en particulier celle de circuler et celle d'informer sur les conditions de travail et leurs dangers. La ligue est intervenue de nombreuses fois dans des cas d'arrestations de civils par des militaires, témoignant dans des procès à cette occasion. L'un d'entre nous a d'ailleurs effectué des recherches importantes à ce sujet attestées par un certificat de la direction du Collège de France.

A l'occasion de l'affaire de Plogoff et de l'hystérie collective répressive mettant en cause l'ensemble de l'appareil juridique et policier, nous avons été sur le terrain quasi constamment: nous avons évité à coup sûr, que certains prennent les armes, que d'autres

prennent des otages.

Depuis la venue de la gauche au pouvoir, un ensemble de cas litigieux persiste, qui pour nous se situe surtout: au niveau de la reconnaissance de fait des minorités nationales: au niveau de l'institution militaire. Rejoignant ces deux problèmes, se situent les cas Kerrain et Corbel que vous connaissez; nous avons effectué la démarche que vous savez auprès du ministre des armées.

Nous avons remarqué qu'une lettre d'un des responsables du PS de Brest, Monsieur Roudaut, nous accusant, premièrement, de ne pas avoir d'activités, deuxièmement créant lui-même une section à Brest, en profitant quinze jours après pour prendre parti (pour la défense des libertés) pour l'élection du candidat PS (qui a d'ailleurs échoué) engageant le nom de la Ligue des droits de l'homme dans une affaire dont l'enjeu était de peu d'importance et où la défense des libertés n'avait que peu de place.

Nous avons donc été à la tête du P.S. à Brest, et là, nous avons exposé, outre la littérature traditionnelle, des affiches concernant la justice militaire et l'affaire Kerrain-Corbel. Le même individu a émis de violentes protestations sur cet affichage.

Nous en tirons les conclusions suivantes: le parti au pouvoir cherche à mettre la main sur la Ligue des droits de l'homme, voulant parfois la muscler, parfois la faire parler en sa faveur, du moins localement. Nous ne saurons vivre ni dans une ambiguïté de ce style, ni dans les luttes intestines au sein de la Ligue, aussi, Monsieur le Président, nous vous apportons, respectueusement, notre démission de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen».

La première et la seconde

Par contre, une chose m'a toujours intriguée depuis maintenant sept ans que je reçois le P.B.: c'est votre peu d'attitude critique, voire carrément votre silence face aux interventions militaires ou aux attitudes dites «musclés» de l'Union Soviétique dans le monde (Afghanistan, Pologne...). Je précise que ce n'est pas une attaque en règle de ma part, c'est simplement une remarque suscitée par la lecture des pages internationales du P.B. Qu'en pensez-vous?

Encore tous mes vœux de réussite et Bloa-vezh Mad.

M. Le Tallac — St Chaffrey (05)
Pour la Pologne, notre lecteur voudrait bien se reporter aux PB n° 217, 218, 221 et 226 parus en 1982. En ce qui concerne l'Afghanistan, nous avons, à l'époque de son invasion, clairement affirmé notre position dans un éditorial.

De même!

A toute l'équipe du Peuple Breton! Bonne Année et Bonne Santé!

Recevez ci-joint un chèque de 100,00 Frs correspondant à mon réabonnement de soutien. En espérant que le journal connaîsse une bonne croissance et une bonne vitalité, recevez un franc encouragement dans la tâche que vous menez chaque jour.

Claude Pelletier — Audierne

Tout sur le «drapeau-papier»

Je soutiens votre publication par des abonnements que j'offre à des parents et amis. J'ai remarqué en effet que l'on reprochait souvent à ses proches de lire des aéroliers («France-dimanche», «Nous Deux» etc.) mais on ne faisait rien pour que cela change. Le mieux n'est-il pas de leur proposer une revue de qualité, lisible par tous? Je vous avais même suggéré, un temps, d'adresser à toutes les collectivités (mairie, syndicats) de Bretagne un abonnement qui serait financé par les cellules locales. Ne faisant pas partie de votre organisation, je ne sais ce qu'il en est advenu? N'est-ce pas une bonne idée?

Par ailleurs je réfléchissais au problème des drapeaux. Les Gwenn-ha-du en tissu coûtent cher, ils peuvent être abîmés ou volés (ou confisqués) lors de manifestations sportives, culturelles, ou autres. Pourqu'on ne pas faire pour les manifestations de masse des drapeaux en papier, très bon marché qui pourraient ainsi pulvériser? Peut-être vous, ou d'autres comme la coopérative Breizh, y ont pensé. Cela aurait de plus un avantage supplémentaire: l'attachement sentimental au papier-drapeau étant moins grand, cela éviterait la dévotion patriotique et conservatrice envers le Gwenn-ha-du. Je ne sais si vous me suivrez. Je veux dire qu'une manifestation accompagnée de tas de drapeaux bretons peut avoir un effet stimulant sur les participants sans pour autant avoir le côté «proposition dans la dignité» de certaines manifestations bretonnes. Le drapeau en papier est à jeter, cela évite tout nationalisme exacerbé à son égard.

Merci d'avoir lu ces quelques remarques sans prétensions. Bonne année 83 à tous.
Romas Macloux — Paris

Sans compter qu'on pourrait éventuellement le recycler, ces drapeaux-là...

Le rôle du P.B.

Je transmets tous mes encouragements à l'équipe du Peuple Breton pour la qualité des articles et de la présentation de notre journal. Cependant, en tant que militant UDB, je pense que le P.B. aurait mieux à faire qu'à consacrer quatre pages entières dans le n°

d'octobre à un représentant du P.S.F. et trois pages dans le numéro de décembre à un représentant du P.C.F., malgré la qualité de ministres de ces derniers. Ces interlocuteurs ministres ne manquent pas de moyens pour exposer leur programme.

Par contre, les propositions de l'UDB ainsi que celles de syndicalistes et de représentants des milieux socio-professionnels de la région auraient intérêt à être mieux connues et expliquées.

Le P.B. aurait intérêt à publier les propositions du Programme Démocratique Breton ainsi que les travaux des commissions.

L'autonomie socialiste, c'est aussi avoir des propositions pour un développement économique global et auto-centré de la Bretagne, et c'est le rôle du P.B. de les faire connaître aux travailleurs bretons.

Nous n'avons pas à nous réérer de façon permanente à des représentants de partis français qui, en fait n'ont aucun plan global de développement économique pour la Bretagne et qui, par conséquent, ne manifestent

aucune volonté réelle pour créer des emplois productifs dans notre région.

En ce qui concerne la dernière page du P.B. de décembre, le dossier et le commentaire «les emirs se font faire des pipelines...» peuvent choquer une partie importante des lecteurs. Le P.B. est un journal sérieux. Il n'a pas, ni à glisser vers la pornographie, ni à encourager la déviance; cela n'est pas digne de lui.

Jean Groux-Aigrefeuilles s/Maine (44).

Certes, Louis le Pen et Anicet le Pors ne manquent pas de moyens pour faire connaître leur programme. Mais, quand l'occasion lui est donnée, n'est-ce pas le rôle du P.B. de poser un certain nombre de questions rarement ou jamais soulevées à ces deux ministres? En agissant ainsi, nous pensions avoir davantage une démarche d'information que de référence à des représentants de partis français. Rappelons d'autre part pour mémoire, la Table ronde avec cinq syndicalistes de Bretagne, parue en juillet 82.

On oublie de regarder à ses pieds

Votre éditorial de janvier peut se résumer: «cocu mais content». Vous le dites vous-mêmes: incohérence, non respect des engagements, mise en place d'hommes PS à tous les échelons, les prud'hommes double coup de semence au gouvernement, etc...

Si dans le domaine des ventes d'armes qui n'ont fait qu'augmenter, ou dans la situation de l'emploi, des excuses peuvent être trouvées, il n'en est pas de même pour ce qui est de la Loire-Atlantique ou de la culture bretonne. Car ces décisions émanent essentiellement du politique et non d'une question de conjoncture économique.

Les décisions essentielles pour la sauvegarde de la civilisation celtique en Bretagne et son unité géo-administrative pouvaient être prises dans les mois qui ont suivi l'élection du chef de l'état. Or, cela n'a pas été et il n'en sera pas davantage en 84 ou en 85 si l'on ne fait rien pour y pousser.

Le gouvernement Mitterrand, s'il est moins contesté dans la rue que celui de Giscard après deux ans de pouvoir, l'est dans les consciences. C'est quand un pouvoir est faible qu'il cède. Le bénévolat n'est qu'un

baume pour ralentir la destruction d'une culture mais pas un remède radical. Nous payons nos impôts comme tout citoyen français et nous sommes moins considérés sur ce plan que les immigrés.

Une grande manifestation bretonne associée à d'autres mouvements nationalitaires hexagonaux sur Paris pourrait inciter le pouvoir à la réflexion. Pourquoi Paris? Tout simplement parce que c'est l'endroit où l'on a le plus de chance d'informer le maximum de gens, de toucher les médias et de déranter le pouvoir, et pour une fois peut-être toucher une intelligentsia très préoccupée de ce qui se passe en Afghanistan ou en Pologne. Mais pour qui la Bretagne se résume à Landerneau petit village où l'on rencontre des Bretons version Theodore Botrel ou Brez Aïao.

Aujourd'hui, en se disant universaliste, on a l'impression de se donner de la hauteur et l'on oublie de regarder à ses pieds. S'il y a des problèmes d'approvisionnement en Pologne, la clochardisation se développe dans la ville lumière, nombreux et télé-pensants de l'humanité. L'éthnocentrisme français se porte bien!

Yann-Kel Morin — Paris.

Bertrand CASTERET



AGENT GÉNÉRAL

5, rue de la Halle-aux-Blés
35400 SAINT-MALO
Tél. : (99) 40.81.74

**BAR - CRÊPERIE
"CHEZ TOM"**

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

Lucas Electricité

INSTALLATION
DEPANNAGE
REPARATION

Téléphone 45.54.85

Ardur et Bourne
25, rue A. France - BREST

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE

Carrière capotaillée - Matériaux spécialisés

25, rue Evariste-Galois

29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

Ar bed Keltiek



2, str. ar Roue Galon

KEMPER

Embannadurioù ha levrioù breizheg
Pladennoù hag artizanalezh keltiek
Gwelts ar Fur
Tél. 95.42.82

L'ESTHETIQUE DU CLASSIQUE.



Cette année la famille Polo s'agrandit, la nouvelle Polo classic possède toutes les qualités routières de sa sœur "la petite grande".
*Modèle représente Polo classic C50 / 50 CH DIN / 6 CV fiscaux. Tarif au 1.11.82. Année modèle 83.

LA NOUVELLE POLO CLASSIC de Volkswagen

V-A-G

Votre concessionnaire pour les marques Volkswagen et Audi.

M. LE LANNIER - Garage St-Christophe - LANDERNEAU

MEUBLES LOSSEC

44, rue du Général De Gaulle LESNEVEN
Route de Lannilis LE FOLGOET

UNE SEULE FOIS DANS L'ANNÉE
DU 28 JANVIER AU 21 FÉVRIER

SOLDES



l'ami PBA

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS DE DISQUES et CASSETTES

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTIQUES

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33

Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...

LISEZ AUSSI
POBL VREIZH

**LE CAFÉ DES
MOUETTES**

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
29200 BREST
Tél. : 44.33.21



**BRULERIE
DE CORNOUAILLE**

Le spécialiste des cafés fins

TONGA - NOUVEAU TROPICANA 100% Arabica
TORREFACTION - PLONEOUR-LANVERN - Tél. (98) 87.62.81

LA GUERRE DU PIF

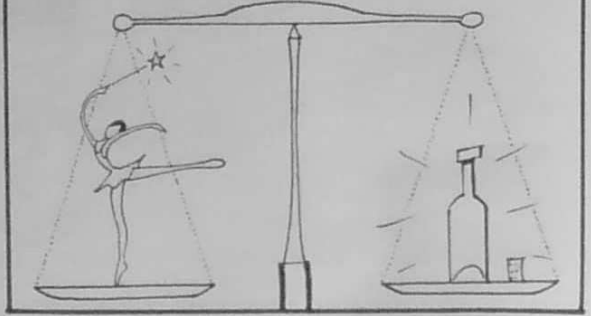
CETTE ANNÉE-LÀ, LES BRETONS ENTAMÈRENT UN BOYCOTT QUI ALLAIT DUREMENT SECOURER LE MONDE VITICOLE...



ÇA SUFFIT COMME ÇA... MARRE D'ÊTRE PRIS POUR DES ABRUTIS ARRIÈRES... RENONÇONS AU VIN AIGRE !!!

?!?!?

ILS STOPPÈRENT LES IMPORTATIONS DE GROS ROUGE ! ET LEUR BALANCE COMMERCIALE, SI LOURDEMENT DÉFICITAIRE, SE RÉTABLIT COMME PAR MAGIE...



L'AVALANCHE DE DÉCONSIGNATIONS JETA LA CONSTERNATION DANS LES RÉGIONS PRODUCTRICES.

ON TENTA DES EFFORTS DE PROMOTION DANS LES PAYS DE L'EST... EN VAIN !



UNE VÉRITABLE CATASTROPHE !

QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?!

C'EST LA RUINE !

LES PLUS ZÉLÉS CONSOMMATEURS AU MONDE, QUI BOUDENT NOTRE VINASSE INFÂME...

QUI EN VOUDRA ?



IMPOSSIBLE ! AUCUN PEUPLE N'A L'ESTOMAC ASSEZ BLINDÉ POUR AVALER UNE COCHONNERIE PAREILLE !

ET LES BRETONS QUI NE CRAQUENT PAS !

LES BRETONS SACRIFIÈRENT AUX BOISSONS SAINES : EAU DU ROBINET, LAFITE 29 (EN QUANTITÉ RAISONNABLE)...

LEURS ARTÈRES S'ÉVEILLÈRENT, LEUR CŒUR ENFLA, LEUR CERVEAU S'ÉPANOUIT... ILS SE SENTIRENT INVESTIS D'UN PARFUM D'IMAGINATION, D'UN FUMET DE RÉVOLTE, D'UN GOÛT EXQUIS DE L'ENTREPRISE...

UNE VOLONTÉ FAROUCHE S'EXPRIMA. CE FUT L'EFFORT COLOSSAL DE TOUT UN PEUPLE POUR PRENDRE EN MAINS SON DESTIN.



ON VA TRANSFORMER LES HÔPITAUX EN USINES BIEN POLLUANTES !

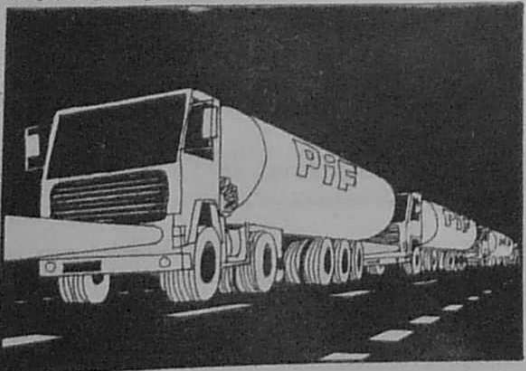


TIENS, DESTIN !

SOK

LES PRODUCTEURS BARRÈRENT LES ROUTES, LE GOUVERNEMENT PLIA. LES CHARS SE DIRIGÈRENT SUR LA BRETAGNE.

ET CE FUT LA TENTATIVE DE NORMALISATION...



À L'HEURE OÙ NOUS METTONS SOUS PRESSE, CHERS AUDITEURS, LA BATAILLE DU PIF FAIT TOUJOURS RAGE... LES BRETONS RÉSISTENT !



STÉPHAN